

Conférence internationale :
*« Le Sahel à l’horizon 2050 :
repenser les rapports Etat-citoyens »*

Organisée par : Laboratoire Citoyennetés

Date : 14 et 15 mars 2024

Lieu : Hotel Royal Beach (Ouagadougou)1

Contacts : + 226 74 00 92 92/ + 226 03 46 30 30

Acerecit20anslabo.citoyennetes@gmail.com

Marc Totté

Mars 2024

INTER-MONDES BELGIQUE

29 Chaussée de Ixelles 1050 Bruxelles

Tel.: +32(0)491 223242 –

contact@inter-mondes.org - www.inter-mondes.org

N° enregistrement : 473.920.719

Table des matières

Introduction.....	4
A. Principaux contenus de la conférence	5
1. Une cérémonie d’ouverture très bien cadrée	5
Une introduction aux travaux des deux jours.....	9
3. Un premier panel très stimulant sur la gouvernance insécurisée	10
2.1. Introduction par Antoine Raogo Sawadogo (Ex-Président de la CND)	10
2.2. Présentation de Mahaman Tidjani Alou du Lasdel de Niamey.....	10
2.3. Conférence du M. Mahmane Salissou MAIKOLANCHE , Président du Cadre de Concertation Territorial du DENDI GANDA.....	13
2.4. Echanges autour du panel 1	14
2.5. En résumé	14
3. Des Changements Climatiques bien informés et des enjeux pour les citoyennetés encore à préciser	15
3.1. Introduction par Marc Totté (Géographe et Hydrologue).....	15
3.2. 50 ans d’observations (Dr Abdou Ali , ingénieur en hydraulique, docteur en océan, atmosphère et hydrologie, Agrhymet) :	18
3.3. Contribution de Larissa Kabore de l’association Munyu : « Quelles réponses du terrain face aux défis du changement climatique? »	22
3.4. Echanges avec la salle	24
3.4. En résumé	25
4. Les enjeux démographiques transformés en focales sur l’urbanisation et les éleveurs autour de la question « quels enjeux de citoyenneté face à la croissance de la population du Sahel ?».....	26
4.1. Introduction de Jean-Pierre Jacob (anthropologue IHEID)	26
4.2. L’urbanisme comme opportunité Philipp Heinrichs (économiste, Club du Sahel)	27
4.3. Les producteurs face aux enjeux de population : le cas des éleveurs (Loïc Barbedette, Sociologue)	31
4.3. Retours de la salle	35
5. L’aide au développement en question : Quelles stratégies pour répondre aux défis des Etats du Sahel ?	36
5.1. introduction	36
5.2. Concernant la fièvre contre certains partenaires, comment peut-on gérer cela ? Vous qui côtoyez les populations ?	37
5.3. Quelles solutions pour améliorer les conditions de l’aide au développement ?....	37
5.4. Points essentiels à retenir du panel.....	40

B. Synthèse à chaud.....	41
B.1. BILAN	41
B.2. PERSPECTIVES	42
C. Approfondissements	43
C.1. Les liens entre thèmes ouvrant de nouvelles questions	43
C.2. Des éléments de réponse à approfondir	45
D. Quelques pistes en forme de conclusion	47



Introduction

Ce rapport tente de documenter l'essentiel de ce que l'on peut retenir de ce qui a été produit durant la conférence internationale organisée par le Laboratoire Citoyennetés – ACE-RECIT les 14 et 15 mars 2024, à l'occasion de son 20^e anniversaire.

Ce moment a été important à bien des égards. Du fait de la nature et l'actualité des contenus présentés et discutés, tout autant que du fait des liens qui se sont raffermis ou créés entre participants, entre organisations.

Le rapport est organisé en quatre parties :

1. Les principaux contenus de la conférence et enseignements pour le LC ;
2. Une synthèse à chaud ;
3. Quelques Approfondissements de certaines questions ;
4. Quelques pistes en forme de conclusion

Nous remercions chaleureusement le Président Raogo Antoine Sawadogo pour nous avoir permis de participer à cet événement important et son équipe pour l'accueil et pour avoir rendu notre séjour sur place très agréable.

Un merci tout spécial à Armande pour l'excellence dans la prise de notes et à Eliane pour les préparatifs et le suivi post-conférence.

Merci à Joséphine pour les échanges en vue de la synthèse et à Loïc Barbedette, Jean-Pierre Jacob et Marius Nkounawa pour la relecture.



A. Principaux contenus de la conférence

Cette première partie revient sur les différents temps des 2 jours de conférence en tentant de faire ressortir les principaux contenus, enseignements et éventuels points de débat.

1. Une cérémonie d'ouverture très bien cadrée

Le Président Raogo Antoine Sawadogo, fondateur de ACE-RECIT

Le président Antoine Raogo Sawadogo a rappelé les motivations initiales de la création du Laboratoire Citoyennetés (LC) dans le contexte de l'époque et précisé les objectifs de la rencontre. Dans son propos il explique que le contexte de l'émergence du LC est celui d'« Une décentralisation « bon teint » mais assez souvent en panne du point de vue financier et économique. Presqu'incapable d'absorber les revendications des périphéries et des marges. Des jeunes écrasés par le manque de perspectives...les crises de gouvernance. Une décentralisation souvent en panne, à 2 vitesses, ayant des difficultés à faire face aux défis de l'insécurité, du changement climatique, du rajeunissement de la population (60%<35 ans). Tout ceci justifiant les thèmes de la conférence. Ceci en plein accord avec le rôle de veille et d'anticipation du LC ».

A cette aune, l'ambition du Laboratoire était alors: « d'être une force de proposition alternative en matière de décentralisation et de gouvernance locale. Mais, poursuit-il, nous étions plein d'incertitudes sur l'acceptation, sur nos aptitudes à questionner, à avoir autant de réflexion critique que la capacité à développer un 'agir responsable' ». Le positionnement du LC est davantage construit et affirmé par cette réalité : « Mais nous avons une certitude : la quête des populations vis-à-vis d'une gouvernance qui les responsabilise et ont droit au chapitre ».

20 ans après, quelques grands constats sont alarmants : une décentralisation relativement bien montée sur la forme, mais en panne dans le fonctionnement, et qui n'absorbe pas les citoyennetés et les marges ; une négation croissante de l'Etat et de ses différents acteurs et agents ; et enfin une population à 60% jeune, écrasée par le chômage, différentes crises, et les changements climatique). C'est sur ces constats que se sont construits les objectifs de cette conférence qui sont de :

- « Dresser un bilan de notre action, puis partager les avancées et les perspectives.
- Identifier les invariants, les tendances d'évolutions du Sahel à l'horizon 2050, des pistes d'action pertinentes susceptibles d'être portées par les acteurs non étatiques en cela compris les préoccupations et le rôle du citoyen ;
- Prendre le temps de se poser les bonnes questions pour trouver les bonnes réponses, et assurer un rôle de veille et d'anticipation.

« Quand vous êtes dehors gaillards et fiers, c'est que vous êtes adossés à une montagne... »

Le Président de l'AMBF, Maurice Konate, a rappelé l'Intérêt de l'AMBF vis-à-vis du LC :

Pour M. Konate, le LC est « *un partenaire très apprécié* ».

« *Le concept de citoyenneté du LC. La commune comme chaînon de mobilisation de la participation !*

C'est par la commune que passe l'essentiel des services publics de base... une bonne contribution des services publics contribue à la citoyenneté (forums, séances radio, ...

- illustration et valorisation des expériences et exemples dans les régions transfrontalières

- interpellation des organisations régionales et sous régionales »

« *L'AMBF se reconnaît dans les thèmes retenus* ».

Il a aussi souligné la préoccupation du moment : « *Les communes sont actuellement tenues par des délégations spéciales... (Or) En tant que personne morale les communes ont des fonctions différentes de l'Etat¹.*

Les communes sont les principales victimes de l'insécurité -(attaques directes des élus, déstructuration des services mis en place (écoles...)). La forte demande due à la natalité...

Et du fait que bien des communes sont confrontées au surpeuplement liés aux PDI, mendiants, handicapés...

En ce qui concerne le réchauffement climatique : déboisement, surpâturage, etc... ont pour conséquence la diminution des terres, l'exacerbation des conflits fonciers... »

Monsieur **Claudio TOGNOLA** Directeur de la coopération suisse au Niger a dans un premier temps remercié le LC au nom de tous les PTF, en insistant sur l'importance que représente la LC (« *cette équipe passionnée et dévouée* ») dans la coopération Suisse au Sahel, à cause notamment du caractère expérimental qui s'y développe. En effet, en s'appuyant sur un « *savoir Burkinabè ouvert sur la sous-région, le LC croit et développe des programmes centrés sur la réforme politique par une citoyenneté mieux assumés, favorisant ainsi de nouvelles façons de voir et de penser sa société* ».

Dans un second temps, M. Tognola a rappelé l'importance de la DDC aux côtés de ACE-RECIT et du LC dès les tous débuts et le financement de programmes concernant : La Promotion de la participation citoyenne et de la redevabilité locale ; les Panels de contrôle citoyen ; les Forums de mise débat sur les services publics ; La communication à travers Civitac et les radios ; Les Dynamiques de concertation transfrontalières ; l'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage au Niger ; Au Bénin, l'appui à la redevabilité financière et politique dans le Borgou et l'Alibori ; au Mali la participation au « livre blanc de la décentralisation et du conseil territorial de l'UEMOA ».

Il a par ailleurs souligné le rôle expérimental et innovateur du LC qui est pour la DDC un partenaire d'un type particulier : il apporte à la coopération autant qu'il bénéficie de ses apports financiers.

M. Mohamadou Abdoulaye, Secrétaire Exécutif du CILSS a introduit son propos en déclarant que des progrès importants avaient été faits, mais que d'une part la décentralisation était inachevée : *elle reste donc à construire*. D'autre part de nouveaux défis sont apparus (ceux qui seront travaillés au cours de la conférence), *la décentralisation est donc aussi à réinventer*.

¹ Ce qui implique que les questions de redevabilité se posent différemment, NDLR.

Le SE a aussi souligné la Résilience et le dynamisme des pays sahéliens. Mais la gouvernance locale reste à construire : *« En privilégiant le local, le LC a fait le choix d'être à proximité du citoyen. Les bouleversements dessinent malheureusement une nouvelle page. Selon la BM les pays sahéliens seraient les moins préparés aux changements climatiques. Mais ils ne sont pas nouveaux pour le Sahel. Le CILSS a montré les conséquences des sécheresses. Son mandat est resté le même. Le CILSS a acquis une grande expertise dans ce domaine. Il bénéficie de 50 ans d'observation comme on va le voir. Atteindre la souveraineté alimentaire suppose de s'investir dans le local. Le local est à voir comme un potentiel d'initiatives innovantes !!! Il faut décentraliser la financiarisation des luttes contre les effets des Changements Climatiques. Cela suppose que les Collectivités Locales connaissent bien ces réalités. On se dirige vers des planifications souples dans le but de créer des processus de gouvernance inclusifs rééquilibrant les relations entre Etat et citoyens. Basés sur des principes et des dispositifs qui permettent de financer des réalisations locales. La construction de la citoyenneté doit être basée sur le tryptique : Etat – Société – Territoire ».*

Un film a ensuite été présenté résumant les principales réalisations et acquis à travers divers témoignages des fondateurs et d'un certain nombre d'acteurs.



En résumé de cette séance d'ouverture, on peut retenir quelques consensus.

Sur les constats généraux :

- Il y a 20 ans, une crise de l'Etat qui nécessite de sortir de la décentralisation comme évidence ;
- Une situation nouvelle et de nouveaux enjeux critiques entraînant l'exclusion de nombreuses catégories et nécessitant de revoir quelques-uns de nos postulats de départ ;
- Pour autant, le pari de la décentralisation -comme levier de transformation- reste valide.

Sur les objectifs d'ACE-RECIT qui restent pertinents :

- Produire des connaissances;
- Ensemencer les idées ;
- Être force de proposition ;
- Déclencher des prises de responsabilité...

Sur la reconnaissance du rôle du LC :

- Permettent de mieux comprendre la commune, le service public, les missions des collectivités, ...
- Ouvert à la sous-région,
- Importance des formes différentes formes de dialogue ;
- Le LC reconnu comme « les yeux et les oreilles » pour certains PTF de ce qui se passe au niveau local

Sur les défis actuels :

- Inachèvement du processus de citoyenneté (pas soluble dans la décentralisation, à 2 vitesses)
- Bouleversements amènent à rebattre les cartes ;
- **La crise comme opportunité**



Une introduction aux travaux des deux jours

Madame Joséphine Ouedraogo a ensuite introduit aux travaux de la conférence en rappelant les idées centrales qui fondent la « maison ACE-RECIT » et ses piliers historiques (voir figure²) : La construction de CITOYENNETES (1) "cerner les évolutions des populations **à travers leurs propres perspectives**" et (2) selon une démarche résumée dans « **comprendre pour agir** ». Les infrastructures (les fondations) étant reliée à la finalité (le toit) par 3 piliers : la recherche, la mutualisation et l'action.



Elle a ensuite repris les grandes questions prospectives que l'on souhaite discuter lors de cette conférence à travers les 3 grands défis relevés :

1. **Quels sont les enjeux des citoyennetés à construire face aux évolutions majeures du contexte ?**
2. **Comment rester socialement utile dans le combat pour le triomphe et la consolidation de la gouvernance démocratique ?**

Tout ceci remis dans une perspective partant des constats les plus immédiats (l'insécurisation) et cherchant à les transformer en opportunité pour se projeter vers à plus long terme en terminant sur un dernier enjeu : l'aide au développement.



Les axes de travail : Des constats les plus immédiats aux projections à plus long terme

PANEL 1 : CITOYENNETÉS ET GOUVERNANCE :

- (i) *Quels enjeux de citoyenneté dans le contexte de «gouvernance insécurisée»*
- (ii) *La coopération transfrontalière dans un contexte de mutation socio-politique*

PANEL 2 : CITOYENNETÉS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE :

- (i) *Quels enjeux de citoyenneté face aux changements climatiques au Sahel ?*
- (ii) *quelles réponses du terrain face aux changements climatiques au Sahel ?*

PANEL 3 : CITOYENNETÉ ET POPULATION :

- (i) *une introduction générale : Quels enjeux de citoyenneté face à la croissance de la population au Sahel ?*
- (ii) *une application à deux groupes sociaux : perspectives axée sur les producteurs (agriculteurs, éleveurs)*

PANEL 4 : L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN QUESTION : QUELLES STRATÉGIES POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS DES ÉTATS DU SUD ?

² A redessiner car ce n'est plus la réalité aujourd'hui notamment la mutualisation qui n'est plus nécessaire.

3. Un premier panel très stimulant sur la gouvernance insécurisée

Ce panel (comme tous les autres) associe deux « points de vue » : un plus général et théorique partant des concepts - les enjeux de citoyenneté dans le contexte de gouvernance insécurisée- et l'autre plus pratique, concernant la coopération transfrontalière dans un contexte de mutation socio-politique.

2.1. Introduction par Antoine Raogo Sawadogo (Ex-Président de la CND)

« Je me rappelle que dans les années 90 tout le monde a été piqué par le virus de la démocratie. On nous a promis des élections plurielles, inclusives, transparentes et que notre bonheur allait être assuré par ce vent de la démocratie. Je ne dis pas que c'est ce vent qui a introduit la gouvernance insécurisée ! Mais les choses se sont présentées comme si c'était de la viande d'éléphant. On a tué l'éléphant, et chacun a pris son coutelas pour aller couper sa part..., donc il y a eu de la gourmandise, de la corruption,... de la mal gouvernance, encore plus à la frontière des Etats, consciemment ou non... Mais 45% de la population vivant aux frontières n'est pas prise en compte par les Etats, laissant ainsi des apatrides, des plurinationaux, des multi citoyennetés... qui déstructurent toute logique d'implication citoyenne des populations aux marges ».

2.2. Présentation de Mahaman Tidjani Alou du Lasdel de Niamey

(Étant donné leur importance, les propos sont retranscrits de manière pratiquement exhaustive)

Le professeur Tidjani Alou repart du constat d'Antoine Raogo Sawadogo, de mal gouvernance en ajoutant que *« C'est à la frontière que l'on a constaté que le virus de la mal gouvernance a été instillée. On a créé des marges, on a créé des mécontents, on a créé des apatrides... Les deux mamelles de la gouvernance insécurisée sont la perte de démocratie et le vide transfrontalier ».*

Revenant sur l'histoire de ACE RECIT et précise que *« La première conférence d'ACE RECIT sur la recherche et l'action était une collaboration sur une construction institutionnelle. Les universités étaient très jalouses d'un certain nombre de services et il fallait les convaincre de ces démarches très militantes, chacun ayant des ambitions par rapport au local... Depuis lors nous avons cheminé. Avec le recul, on ne peut que se réjouir de voir les avancées dans le débat public, dans les CL. J'ai eu la chance de conduire une enquête à REO. On a pu dans ce cadre observer les diasporas chez les Gourounsi et l'importation des pratiques de Côte d'Ivoire. Et puis on a découvert les services culturels dans les bois sacrés. Tu nous a conduit aussi dans les Aguégus au Bénin, bien loin de Ganvié où on a apporté le service public dans les espaces insulaires».*

Sur la question de la citoyenneté dans ses rapports avec la gouvernance, Tidjani Alou, rappelle la complexité de la notion : **« Il faut savoir de quoi on parle quand on parle de citoyenneté »**. Il souligne qu'il faut partir d'une analyse de la crise de la citoyenneté comme étant le révélateur des contradictions qui traversent notre société sahélienne : les mutations géopolitiques, la diffusion du terrorisme et la diffusion des résistances qui lui sont opposées

tant au niveau public qu'au niveau privé. Ensuite, il faut considérer que la citoyenneté se construit de manière itérative, dans la quête d'un mieux vivre, dans la construction de la démocratie et du développement. Enfin il faut comprendre que les processus engagés dans nos pays ont toujours connu des hauts et des bas, et ces processus de construction sociaux ne sont pas des modèles achevés, mais des incertitudes continues, marquées par des allers et retours, des volontés d'action, du militantisme... ce ne sont pas des prêt-à-porter.

Son constat est que « *cette crise est simplement un **révélateur des situations endogènes**... et le résultat actuel n'est que l'aboutissement d'un **processus de sédimentation** de ces crises ».*

Après ce postulat, la suite de son propos, va être de présenter d'une part la réalité de la manifestation de la citoyenneté comme un **processus itératif**, et d'autre part l'ambivalence de la notion de citoyenneté, historiquement et aujourd'hui, en période de crise.

- La citoyenneté est un processus en construction : de l'indigénat à la citoyenneté nationale...

« La citoyenneté en générale est plus compliquée que ce qu'on en pense. Je voudrais parler de l'indigénat sous période coloniale. Nous n'avions pas de citoyenneté. Nous étions sujet d'un empire. On a acquis la citoyenneté française dans le cadre de l'Union française, après la Seconde Guerre mondiale. Et ce n'est que bien plus tard, avec les Indépendances, que nous avons acquis une citoyenneté nationale.

Par ailleurs, beaucoup aujourd'hui partent et font leur vie ailleurs et ont plusieurs nationalités (citoyennetés différentes). Qu'en est-il de la citoyenneté régionale. Peut-être que les Anglo-Saxons se la représentent mieux... Nous c'est plus « gélatineux ». Et qu'en est-il de la citoyenneté panafricaine ?

« Alors que dans nos mêmes pays persistent l'esclavage ! Un jeune s'il veut se marier, on lui dit « va voir qui est son père, sa mère »... on vit ça tous les jours. On continue à chanter la citoyenneté de nos ancêtres. Le Laboratoire ne s'est pas attaqué aux esclavages et à ce lien.

*Le citoyen est "homme de...", mais la forme est différente selon que soit homme des bois sacrés, homme des îles, homme revenu de Côte d'Ivoire. Il faut la voir comme en construction **itérative**. Il y a des hauts et des bas, des avancées et des reculs. Elle s'édifie **par sédimentation**. "Elle se construit malgré tout par des acteurs sociaux qui recherchent le mieux vivre".*

Il a aussi opposé "citoyenneté en construction" et "citoyenneté en exclusion". « Tout à l'heure notre grande sœur a parlé des marges sociales. Mais elles se sont multipliées. L'urbanisation est un amplificateur de marginalisation sociale. Des villes sans infrastructures, sans commodités, sans services publics. On s'achemine vers des villes latino-américaines. Ce sont des sujets qui doivent nous alerter ».

« Pour moi la citoyenneté est un concept mobilisateur qui doit encore être construit. Par exemple pour les femmes. On en prend conscience mais elle est encore en construction. C'est cette citoyenneté en construction qui entre en crise. Elle est contrariée par la gouvernance insécurisée : absence de l'Etat sur des pans : Contrôle territorial insuffisant ; Services insuffisants ; Absence d'accès ou réduction des accès ; Indigence... Dans certains de nos pays on revient à du banditisme.... La mobilité est entravée, il y a suspension des élections, des situations d'Etats d'urgence qui sont permanentes ou récurrentes.

On parle beaucoup de retour de l'Etat ou dans certaines région de faiblesse de l'Etat, mais il y a des endroits où il n'est jamais allé. Cette crise nous révèle la situation de nos Etats. Les

régulations ne sont plus effectives. La déliquescence de l'Etat est un euphémisme : par rapport à l'importance des problèmes tels que le manque de service dans les camps... ».

- La citoyenneté est toujours ambivalente

« La citoyenneté est ambivalente. On considère la citoyenneté en temps de paix mais aussi en temps de guerre : En temps de paix elle exprime le civisme ; en temps de guerre elle rappelle la crise de l'engagement citoyen et la quête du patriotisme ».

« On peut bien aller au-delà de la nationalité pour aller à la multi-appartenance. Au village je suis toujours le fils de mon père. Au travail je suis le président ou le professeur. Car il y a une ambivalence entre citoyenneté et identité. Il faut évaluer les conditions de la participation politique au niveau national et local : les pauvres ne votent pas, ou votent dans le sens de ce qu'on leur demande de voter. L'aspiration à la jouissance des droits et liberté qui existe dans des textes reste une lutte, la loi étant morte par son inapplicabilité, par l'exercice des rapports de domination et de forces qui sont encore réels dans nos sociétés. Pour moi, il y a une identité locale en construction qu'on ne prend pas assez en compte. Ce qu'on a obtenu par exemple en matière de criminalisation de l'esclavage, c'est que les ex-esclaves puissent aller aux tribunaux. Mais aller aux tribunaux c'est publiciser sa condition d'esclave, donc on n'y va pas ! ».

« Voilà les problèmes que l'on vit ».

« Moi je préfère parler de **communautés en construction**. Comment se forge une identité locale, une identité régionale. On sait que notre construction nationale est politique, elle n'est pas ethnique. Comment la question territoriale de l'Etat peut prévaloir ! »

« On nous parle d'une communauté internationale traversée de partage, de cohésion, mais on sait que ce n'est pas vrai. En francophonie dès qu'on parle de libre circulation des acteurs et des artistes, on n'en veut plus (lorsqu'il s'agit d'africains). C'est une idéologie ».

« En temps de guerre ou de crise, on aurait dû voir une période de revendication citoyenne. En suisse les gens sont des réservistes³. En situation de crise normalement c'est l'engagement qui doit ressortir. C'est une jauge pour nous. Ce sont des périodes de réactivation de l'esprit civique, de lutte pour la préservation de l'Etat, c'est là que les fibres patriotiques vibrent. »

« Mais c'est toujours compliqué car les citoyennetés sont croisées. La citoyenneté devient un clavier opportuniste sur lequel on tapote. On est dans un monde de citoyenneté multiple de sédimentation des identités multiples. Et il y a la citoyenneté numérique. On peut adresser le message que l'on veut aux politiques. On est dans un espace de libération. La vitesse de circulation, et l'efficacité des mobilisations renouvelle un engagement mais d'un type nouveau. C'est un militantisme virtuel... »

« Par rapport à tout ceci, il reste que ces considérations restent empreintes d'incertitudes ! »

³ Ce que dit Alou c'est qu'il y a une milice, une construction par l'Etat de l'engagement citoyen, particulier, qui est particulier et est le résultat d'une histoire longue... NDLR

2.3. Conférence du M. Mahmane Salissou MAIKOLANCHE , Président du Cadre de Concertation Territorial du DENDI GANDA

« La communication développera les sujets suivants : Le cadre légal de coopération transfrontalier ; Le Dendi Ganda et les sanctions sur le Niger ; Les réalisations/perspectives pour 2024 ; Synthèse »

« **Le cadre de la coopération transfrontalière** a pour objectif de développer la coopération transfrontalière et englobe toutes les formes de coopération pour résoudre les problèmes communs et exploiter les opportunités partagées.

La convention de Niamey a permis de définir les délimitations, d'identifier les différents frontaliers, de permettre la levée des obstacles entre pays ; de proposer la création de comités consultatifs ; l'Harmonisation des droits internes ; la ratification des conventions... »

« On se retrouve aujourd'hui à 4 espaces transfrontaliers: La C3 Sahel (dans le Liptako Gourma entre Niger, Burkina Faso et Mali) et l'espace SKBo (Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso entre Mali, Côte d'Ivoire et Burkina Faso), le Réseau des maires du fleuve Sénégal, et le Dendi Ganda entre Niger, Bénin et Nigéria.

« Le Dendi Ganda (Dendi veut dire au fil de l'eau) comprend 1.830.000 habitants et regroupe 12 collectivités territoriales : 06 au Niger : Bana, Bengou, Gaya, Tanda, Tounouga et Yélou ; 02 au Bénin : Karimama et Malanville ; 04 au Nigéria : Aréwa, Bagudo, Dandi et Suru.

« C'est une 'Communauté de destin'. Il y a multiplicité de cultures. C'est un carrefour d'échanges historiques et culturels. L'économie est basée sur les productions agrosylvopastorales et les échanges commerciaux. Les Objectifs sont la sécurité et de Développement Durable ».

« **Concernant les évènements de 2023 au Niger** qui se sont soldés par des sanctions de la CEDEAO, une des sanctions encourage à un retour aux élections ; malgré cela l'espace Dendi Ganda a continué à fonctionner et les responsables ont continué à souligner les incidences des sanctions dans l'espace.

Nous assurons la gestion d'une circulation entre les rives (frontières) à travers les embarcadères et débarcadères. Nous avons assuré la poursuite de cette mobilité ».

« Le Dendi Ganda a formulé un plaidoyer contre l'arrivée des sanctions. Il a été accompagné par le LC à travers son président pour élaborer un plaidoyer pour montrer les impacts négatifs des sanctions. Le plaidoyer insiste que l'importance de maintenir les échanges et les liens. »

« **Comme enjeux pour 2024** : nous avons des enjeux de développement, de sécurité, de changement climatique... Également la lutte contre les inégalités de genre, la réalisation d'infrastructures intégratrices, lutte contre l'extrémisme, appui à la mobilité des personnes »

« Comme Perspectives : le Développement institutionnel et organisationnel ; le Développement économique local ; le Développement de la sécurité ».

« Nous sommes au démarrage de la deuxième phase du plan Développement intégré avec le démarrage de divers travaux d'infrastructures (embarcadères). Ce Plan prévoit l'appui aux forces de sécurité ; une Foire régionale transfrontalière ; la Gestion et prévention des conflits agro-sylvo-pastorales ; la poursuite de la Paix et de la cohésion sociale. »

2.4. Echanges autour du panel 1

Raogo Antoine Sawadogo : « Nous avons plaidé pour une citoyenneté militante et formalisée. Professeur Tidjani nous dit « non, c'est toujours une citoyenneté en construction ! Il reste des substrats d'esclavage ! Mais on voit aussi que La crise a révélé la capacité de raccorder les liens entre populations à la frontière. La frontière n'a jamais été aussi poreuse ! »

Tidjani : « L'Etat dans les zones transfrontalières est perçu comme un acteur coercitif. De manière générale on pointe aussi la faiblesse, le caractère minimal de la délivrance de ses services. Malgré l'importance stratégique de ces zones. »

Une dame dans la salle : « Dans ces zones les mêmes populations ont été divisées arbitrairement par le colon ! Mais elles continuent à échanger, à partager... »

...

2.5. En résumé

- *On a créé des marges, on a créé des mécontents, on a créé des apatrides... La citoyenneté est un PROCESSUS : Lent, non linéaire. Une sédimentation progressive. Elle est multiforme produite par différentes « origines », différentes cités enchevêtrées.*
- *Peut-être faudrait-il parler de « communauté en construction ». Et savoir ce qui fait que l'on puisse « se sentir homme/femmes de quelque part ».*
- *Il ne faut pas avoir de prêt-à-porter en matière de citoyenneté*
- *Et considérer aussi que l'Etat est producteur de citoyenneté*
- *La citoyenneté reste un concept mobilisateur qui doit encore être construit*
- *Enfin, l'idée forte qui émerge des travaux sur le transfrontalier c'est qu'il faut impérativement sécuriser ces zones en les aménageant et en les rendant économiquement viables. Par la création de zones franches, la coopération, ...*

3. Des Changements Climatiques bien informés et des enjeux pour les citoyennetés encore à préciser

Les travaux reprennent après une pause repas et le panel est introduit par Marc Totté .

3.1. Introduction par Marc Totté (Géographe et Hydrologue)

« C'est un véritable honneur d'avoir à participer à une telle conférence, sur un tel enjeu. Mais c'est aussi un piège dans lequel je me suis laissé tranquillement embarquer par le charme de notre Président. Car ce n'est pas facile d'établir des liens entre « effets des changements climatiques » et « citoyennetés ». Mon propos est, dans cette introduction, d'aider à mieux poser la question ».

*« En plus il faut dire d'emblée je ne suis pas spécialiste des questions liées au climat. Malgré le fait que je sois géographe et hydrologue, cela fait longtemps que je ne me suis plus investi sur ces questions. Par contre, j'ai beaucoup investi les questions de changement dans le cadre d'Inter-Mondes, une structure belge qui a été créée à l'origine par des ONG africaines. Notre démarche consiste notamment à dresser des miroirs entre « mondes » pour permettre qu'ils puissent, en quelque sorte, mieux se **réfléchir** l'un par rapport à l'autre. (C'est quelque chose qui ne se fait pratiquement pas dans le développement où on cherche surtout à chercher des problèmes aux solutions que l'on a déjà en tête... Les problèmes chez les autres !)*

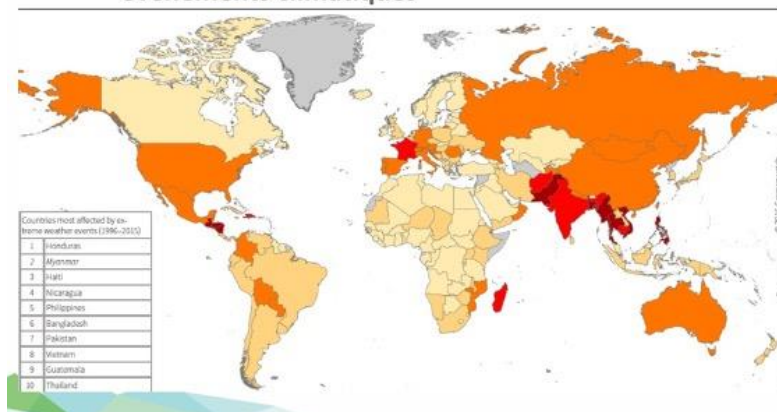
« J'ai donc commencé à chercher ce qui se dit le plus fréquemment quand on parle de changements climatiques par rapport au Sahel. Je suis tombé sur deux cartes très différentes, apparemment opposées. On sait que le Sahel est généralement considéré comme une zone très sensible aux effets des changements climatiques. Comme vous le savez et comme le dit bien le mémorandum que vous avez reçu, le sahel a été fragilisé par des cycles de sécheresses depuis longtemps. La région est donc couramment présentée dans les médias comme une des plus touchées par les changements climatiques.

Pourtant, si l'on regarde cette première carte, ce n'est pas ce qui saute aux yeux !

L'indice de risque climatique à long terme (de "German Watch") mesure le degré d'exposition et est calculé sur la base de données annuelles moyennes dans 4 catégories :

Nb de décès, décès par 100.000 habitants, dégâts matériels, pertes financières en mio de \$, pertes par unité de PIB ».

Les pays les plus touchés par les événements climatiques



« C'est bien autre chose que cette autre carte montre : Elle exprime cette fois l'état de préparation aux effets des risques climatiques.

Selon cet indice ND-GAIN⁴, qui traduit la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et à d'autres défis importants en les combinant avec sa « disposition à



améliorer sa résilience », tous les pays du Sahel se classent parmi les 20 % les plus vulnérables et les moins préparés au changement climatique. Trois pays (Niger, Tchad, Mali) font partie des 10 % les plus à risque »⁵.

« Pourtant peut-on, comme le laisse croire ces cartes (forcément toutes réductrices⁶), en tirer la conclusion que c'est l'impréparation qui est le risque le plus important pour le Sahel ?

Chez nous en Belgique j'ai encore dans les yeux les maisons, les voitures, les personnes, les vaches qui sont emportées par des flots en furie en Wallonie. Beaucoup de gens ont crié à l'impréparation presque criminelle ! Et après on a été aussi étonné des solidarités qui se sont organisées entre habitants et entre communautés, avec la communauté flamande venir en aide à son "adversaire historique". On y était pas préparés !

En France alors que certaines régions du sud souffrent de sécheresses répétées sur plusieurs années, des régions au Nord souffrent d'inondations, elles aussi devenues chroniques.

De cela on peut retirer que personne n'est vraiment préparé à ce qui est en train de s'installer et les pays surdéveloppés certainement moins que les autres parce que bien plus dépendants des énergies fossiles ».

« Reste donc à comprendre ce que ces cartes montrent d'autre ! Il me semble que ce qu'elles montrent c'est d'un côté, au Nord, des effets que l'on peut facilement mesurer car ils sont localisés dans le temps et dans l'espace. Ce sont des cyclones, des inondations, des sécheresses, des incendies ...et on a la possibilité de bien les circonscrire pour les mesurer (notamment en termes de pertes immédiates).

⁴ Cet indice est composé de 2 « dimensions » (vulnérabilité + préparation) ; l'indice de vulnérabilité étant lui-même construit sur 3 « composantes » (exposition ; sensibilité ; adaptation) croisées avec 4 « secteurs » (eau, santé, alimentation, services de l'écosystème) et l'indice de préparation sur 3 dimensions (préparation économique, à la gouvernance, sociale). Voir sur : https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/uploaded-images/module_8.2_vulnerability_index_fr_0.pdf

⁶ Une belle démonstration ici de l'aphorisme de Alfred Korzybski « la carte n'est pas le territoire ! » pour signifier que nos représentations (mentales voulait-il dire) ne sont jamais la réalité même si elles manifestent des similarités de structure. En plus on « voit » généralement ce qu'on croit au préalable...

*Dans les Suds, les effets sont plus diffus, dans le temps surtout. Notamment parce qu'ils viennent s'ajouter à des pressions sur les ressources – terre, eaux souterraines, végétation – de plus en plus fortes depuis quelques décennies déjà. Avec beaucoup moins de dispositifs assurantiels, et de protection sociale que chez nous. Il y a une dimension ici essentielle – **le côté diffus des effets** - et par rapport auquel je n'ai pas de réponse, que des questions : comment apprécier ? comme mesurer ? Cela me semble un constat important à introduire dans nos débats ».*

*« Dès lors, avant d'en savoir plus sur la réalité observée et pronostiquée par AGRHYMET, et pour bien prendre du recul par rapport aux « **représentations** », je propose deux hypothèses un peu opposées :*

H1 : Un Sahel beaucoup mieux préparé que bien d'autres régions du monde

- *Des phases de sécheresses qui ont appris aux populations à se méfier !*
- *Des systèmes plus adaptés : l'élevage transhumant prouvé pour être neutre en production de CO2 voire légèrement négatif (études Cirad) ! Un atout à valoriser à l'échelle planétaire!*
- *Une longue pratique de la lutte antiérosive, de l'amélioration des sols...*
- *Des dynamiques associatives (OP) plus développées au Sahel, plus structurées que dans d'autres Afriques ?*

H2 : (mais) Trop d'impositions

*En particulier des lois (OHADA) poussant à la **spécialisation** organisationnelle et de filières allant dans une certaine mesure à l'encontre des stratégies anti-aléatoires paysannes devenues indispensables. »*

« Enfin je propose de reformuler les questions de façon à mieux faire le lien avec la citoyenneté :

- *Quels droits et obligations vont devoir être repensés ? Priorisés ?*
- *Comment aider les Etats compte tenu de leurs moyens, à assurer les droits essentiels à produire, se loger, être en bonne santé ?*
- *Comment les aider à poser le cadre d'une entente commune entre communautés face aux « coups du sort » ?*
- *Quels nouveaux services publics sont à concevoir en termes de dispositifs d'alerte, de veille, et de protection sociale ?*
- *Quels efforts collectifs vont devoir être consentis pour mieux se préparer ?*
- *Sur quoi on peut déjà compter s'agissant du Sahel ? »*

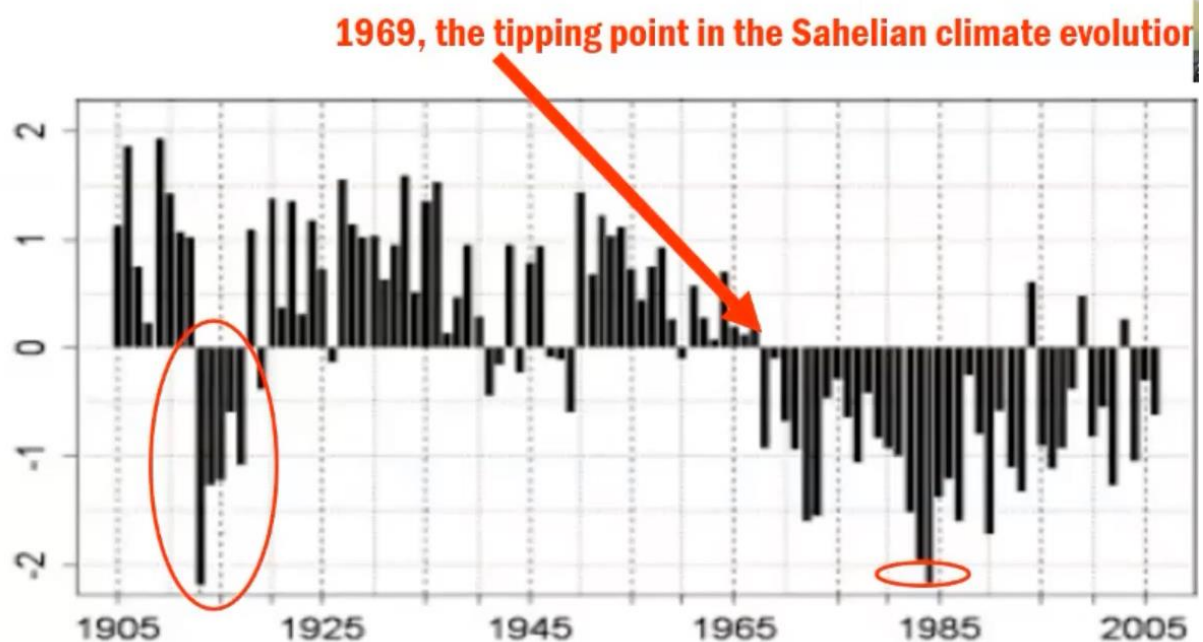
3.2. 50 ans d'observations (Dr Abdou Ali , ingénieur en hydraulique, docteur en océan, atmosphère et hydrologie, Agrhymet) :

« La communication s'organise autour des dimensions suivantes :

- Un bref rappel de l'histoire climatique de la région Sahel d'AO
- Les efforts fournis par le CILSS en termes de veille climatique, les acquis et perspectives
- Ce qu'a été la production de connaissance dans cette région et quelles sont les perspectives pour les années à venir, les nouvelles données du climat au Sahel
- Ensuite nous parlerons de quelques impacts du climat dans quelques secteurs et échanger sur la pertinence des stratégies d'adaptation »

Le Dr Abdou Ali insiste sur un paradoxe qui va structurer sa présentation : « Les causes se passent aux échelles planétaires (océan), et non pas au niveau des conditions de surface. Mais les effets sont locaux. Il faut bien comprendre ce paradoxe car on ne peut pas croire que l'on va influencer les tendances climatiques en intervenant sur les conditions de surface ».

« Une première figure montre le basculement du climat :



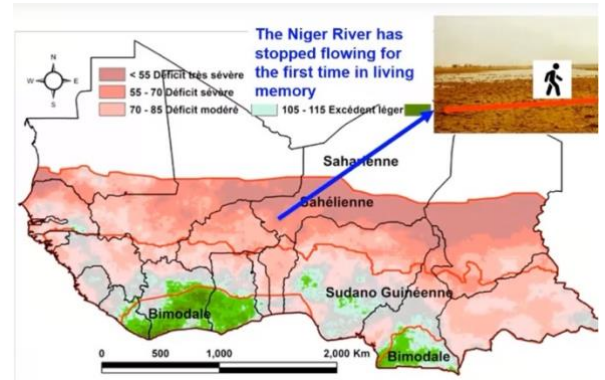
Deux dates sont à retenir :

« 1970 : basculement vers persistance des déficits »

“On voit qu’il y a eu des épisodes déficitaires avant, et même des phases très sèches. Mais à partir de 1970 cela persiste ce qui montre un changement vers la persistance des déficits”.

“Donc suite à ce changement, le CILSS a été créé comme réponse stratégique à cette nouvelle donnée et s’est doté une institution spécialisée qu’on appelle AGRHYMET qui a pour produire de l’information, faire de la surveillance, orienter les décisions et produire des stratégies d’adaptation.”

“L’année 1985 a particulièrement marqué la région. Seules les régions côtières ont été plus ou moins épargnées et cela a créé des mouvements de masse vers les zones côtières. En 1984, le fleuve Niger le plus grand fleuve de la région, ne coule plus pour la première fois de mémoire d’homme. Cela montre comment les changements climatique ont des effets sur la sécheresse mais aussi sur les mouvements socio-économiques. »



“Cela a beaucoup marqué la région. La communauté scientifique s’est beaucoup demandée ce qui a provoqué un tel signal dans la région. Il y a eu beaucoup de recherches. Les connaissances ont évoluées dans le temps. Au tout début on pensait qu’il y avait un lien entre la disparition du couvert végétal et le manque de pluviométrie, mais très rapidement les scientifiques ont vu que la pluviométrie vient des océans. Les scientifiques ont pu déceler les causes majeurs que sont des changements à d’autres échelles dans le régime des océans qui ont causé le phénomène⁷.”

“De même puisqu’on parle de changements climatique on s’est posé la question des gaz à effets de serre. Et on a montré qu’il y a eu des liens entre les gaz à effets de serre et l’évolution de la température de surface surtout au niveau de l’océan atlantique et les pluies au Sahel. Aujourd’hui on a toute cette documentation”.

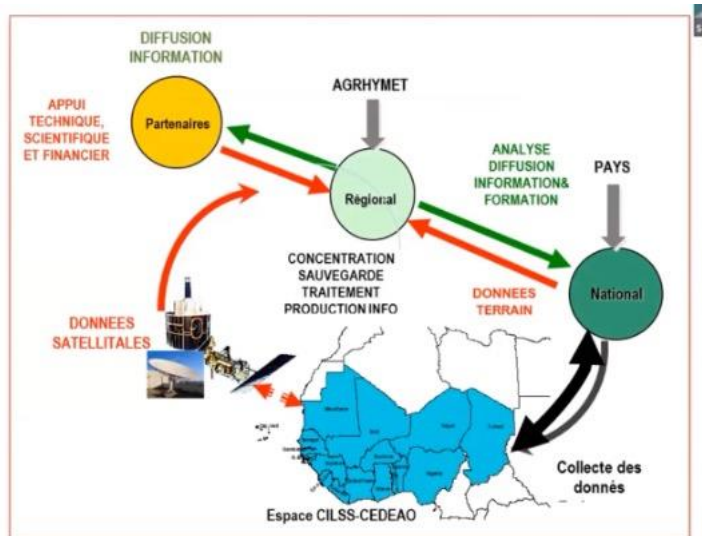
“Maintenant comment la région a fait face à cela ? On l’a vu en mettant en place le CILSS et le renforcement des services nationaux des Etats, et en mettant en place un dispositif de récolte de données afin que la région ne soit plus surprise ». (Le dispositif est présenté dans le schéma ci-contre).

« Il est très important de reconnaître l’importance du dispositif.

Il y a eu près de 2000 point de collecte et au minimum 750 points ont plus de 50 ans de données sur la sous-région.

Donc cela c’est quand même très très important. Il n’y a pas d’équivalent ailleurs.

Cela permet l’élaboration de prévisions et aujourd’hui il est très difficile que la région soit surprise Il est extrêmement vital qu’il soit sauvegardé et renforcé !»



« Le dispositif a permis de développer quelques produits, dont un système de prévision saisonnière qui apporte une contribution très significative pour la révision des risques. A la veille

⁷ Cf. les projets de ceinture verte et de reboisement qui ont eu cours dans de nombreuses régions d’Afrique.

de la saison des pluies on peut donner des perspectives. C'est le produit le plus utilisé dans la région. Il permet de gérer les risques climatiques, d'avoir des informations sur la date de début de saison, de fin de saison, des épisodes de sécheresse et des débits d'écoulement dans les cours d'eau. Dans les prochaines années il est prévu d'avoir un produit encore amélioré en termes de présentation dans l'espace. »

« Le dispositif est en train d'être complété pour tenir compte des épisodes limités mais extrêmes ».

« Les nouvelles observations montrent aussi de nouvelles tendances fortes et avec des effets importants:

- Une augmentation de la température de nuit plus forte que températures maximales de jour. C'est un signe de production des gaz à effet de serre. On sait déjà que l'engagement de Paris ne sera pas tenu ($\uparrow 1,52^\circ \text{C}$ déjà) !
- Un problème d'alternance d'années sèches et humides avec \uparrow des extrêmes !
- La crue centennale qui saute d'ordre de grandeur (celle du fleuve Niger, on l'a observée 3 fois durant ces 8 dernières années)!!

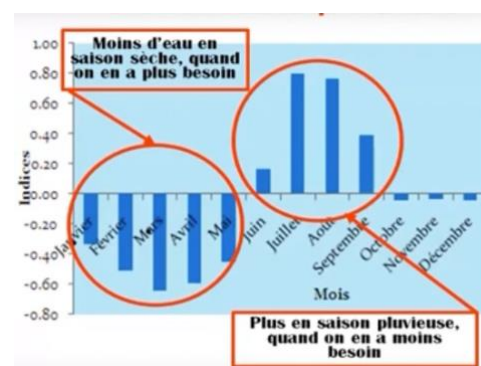
“On observe donc une augmentation des températures sur toute la région. Mais on mesure aussi des différences entre la partie ouest et Est. Les conditions apparaissent meilleures en termes de quantité pluies vers l'Est mais avec partout une intensification des extrêmes. Obligeant à revoir le concept d'années humides et années sèches dans notre région. Les catégories sont devenues caduques⁸. Ce n'est pas parce qu'il y a plus de pluies que ce sont les pluies utiles. Toutes les années qui vont venir vont connaître des années sèches très importantes avec des impacts importants sur les systèmes alimentaires”.

“Ce qu'on voit aussi à propos de la saison des cultures, ce n'est pas que la saison des pluies démarre tard à cause du fait qu'on est en année de sécheresse. La question des démarrages tardifs associée aux années sèches est donc remise en cause. Ce qu'il faut retenir c'est la très grande variabilité de démarrage ou de fin, avec des séquences sèches très importantes qui vont intervenir et vont faire que finalement l'année, malgré un démarrage plus précoce, va avoir un comportement similaire à des années sèches”.

L'impact sur des secteurs vitaux : les ressources en eau et l'agriculture

“Par rapport aux ressources en eau, on remarque plus d'eau pendant la saison des pluies quand on a moins besoin et moins d'eau en saison sèche quand on en a le plus besoin.”

A cette tendance est associée une augmentation des extrêmes. Du jamais vu en termes d'inondations ! Les courbes n'ont plus aucune ressemblance avec celles du passé auxquelles on avait l'habitude”.

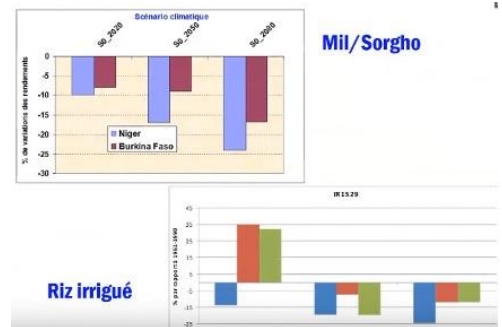


⁸ Il y a là un apport important de cette communication : savoir remettre en question ses catégories. Resituer ici sa critique des *ceintures vertes* évoquée dans le débat (sans effets sur le climat – car l'origine des changements climatiques est ailleurs – du côté des océans : l'élévation CO2 qui ne relève pas du Sahel !.

“Agrhymet est en train de mettre en place un dispositif pour faire la prévision des inondations.”

“Au niveau de l’agriculture, on voit des comportements différents en termes de rendements de mil/sorgho ou de riz. Pour le mil/sorgho les tendances sont clairement à la baisse des rendements dans les années à venir sur le long terme. Alors que pour le riz l’augmentation des eaux et du CO2, est favorable au développement du riz jusque dans les années ’40, mais après cela s’inverse.”

“Il faut terminer sur une note positive. Les changements climatiques ont aussi parfois des effets positifs. Par exemple on a pu montrer que les eaux souterraines ne font qu’augmenter depuis 50 ans⁹. Cela s’explique par la création de beaucoup de mares et des efforts pour favoriser l’infiltration. Ce sont des impacts qu’il faut savoir exploiter et renforcer”.



Le Dr Abdou Ali attire cependant l’attention sur le risque d’accentuation de la pollution des eaux.

Conclusions sur les questionnements et stratégies climatiques

- Comprendre que les risques ne sont pas que des risques de sécheresse, mais aussi des risques d’inondations.
- La planification ne peut plus dépasser le stade d’une année.
- Les saisons démarrent très tôt, mais on observe une cassure entre le début et la poursuite de la saison : première pluie et ensuite sécheresse...
- Durée de plus en plus longue des saisons des pluies.
- Comment penser les exploitations des bas-fonds inondés ? Il y a des mares de plus en plus nombreuses à valoriser...
- On se pose aussi la question : faut-il le retour des grands barrages pour réguler les niveaux d’eau ?
- Faut-il penser à l’ensemencement des nuages ?
- On a pensé pendant longtemps au transfert de l’eau du bassin du Congo vers le lac Tchad, pour des raisons climatiques ce projet n’est pas scientifiquement viable.
- Le reverdissement n’est pas LA solution, car la tendance vient des océans ;
- Augmenter les infiltrations car il y a beaucoup de ruissellement et donc pas assez d’approvisionnement des nappes phréatiques.

Pour approfondir voir le débat sur :

https://www.youtube.com/watch?v=pprUTxLn6_s

⁹ Nappes phréatiques et tectoniques

3.3. Contribution de Larissa Kabore de l'association Munyu : « **Quelles réponses du terrain face aux défis du changement climatique?** »

Larissa Kabore est responsable de projets de l'association Munyu où elle était précédemment responsable des affaires sociales.

Sa contribution est structurée en 5 points :

- 3.1.1. Une introduction
- 3.1.2. Les principaux défis rencontrés
- 3.1.3. Les réponses déjà apportées
- 3.1.4. Les perspectives
- 3.1.5. Conclusion

Après une présentation de son association, Mme Kabore a présenté les principaux défis.

« 'Munyu' signifie en langue dioula « patience, tolérance et don de soi ». Cela ne veut pas dire que nous sommes passives face aux changements climatiques mais plutôt résilientes et investies (par don de soi et avec patience). L'Association Munyu des femmes de la Comoé (AFC/Munyu) est forte de plus de 10.000 membres réparties entre les provinces de la Comoé, de la Léraba et le Kéné Dougou. »

« On est face à des poches de sécheresse, des inondations, l'imprévisibilité des saisons, ... tout cela s'ajoute à l'appauvrissement beaucoup plus ancien des sols.

Il faut relever aussi l'accès limité à l'eau potable, voire l'indisponibilité de l'eau pour la production. En partie lié aussi à la pollution de l'eau (de surface et certaines nappes phréatiques) Ce dernier point est lié à la mauvaise gestion des déchets urbains.

Sur un autre plan on observe l'augmentation de la résistance des ravageurs des cultures liée à l'utilisation abusive des pesticides chimiques.

Enfin, la crise sécuritaire dont on a abondamment parlé et qui limite nos interventions physiques et l'exploitation des espaces agricoles, notamment du fait des mouvements de populations qu'elle entraîne avec son cortège de vulnérabilité.

En raison de tout cela on observe aussi une Insécurité alimentaire grandissante (en quantité et qualité).

Elle s'explique aussi par d'autres raisons que sont : La méconnaissance de certains droits et devoirs pour les exercer et mener des actions de plaidoyer au niveau local.

Particulièrement pour les femmes dont la vulnérabilité est accentuée (accès sécurisé aux ressources naturelles, aux espaces aménagés de production, à l'information/politiques climat, aux instances de décision, technologie et finance climatique)»

L'association Munyu répond aux défis climatiques par un engagement général pour la protection de l'environnement, la promotion de pratiques agroécologiques et diverses luttes/Plaidoyer :

“Promotion des exploitations familiales, valorisation des semences traditionnelles, promotion des fosses compostières, des innovations vertes...”

“Lutte contre l'accaparement des terres cultivables par du plaidoyer pour l'accès sécurisé à la terre en faveur des femmes. “

“Cette lutte passe aussi par un plaidoyer pour l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement.”

“Enfin la Lutte contre la déforestation, la coupe abusive du bois”

En termes de réponses, plutôt que des pratiques, Mme Kabore présente surtout l'importance de “stratégies d'intervention concernant plusieurs fronts” : *“Une approche inclusive et participative ; une approche holistique: renforcement des capacités techniques, soutien au leadership féminin et à l'entrepreneuriat agricole, information et sensibilisation pour l'adoption des bonnes pratiques, plaidoyer auprès autorités locales ainsi qu'au niveau national, suivi de proximité notamment par des formateurs/facilitateurs endogènes ; une approche économique par la promotion d'un modèle économique viable, l'appui à la l'organisation, sensibilisation à la vie coopérative et associative, la subvention communautaire et le mentoring ; et une Approche multi-acteurs.*

Dans cette association de femmes le Genre et la Communication sont naturellement des Leviers transversaux et importants de toutes les actions.

Quelques actions phares sont présentées :

- *La réalisation et réhabilitation d'infrastructures hydrauliques, d'assainissement, appui à la mise en place d'une brigade verte*
- *Des Actions de Reboisement/Promotion des Foyers améliorés*
- *La Protection et Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (Accès sécurisé à la terre + L'Agroforesterie + la Transformation des produits)*
- *Le Plaidoyer au niveau local et national*
- *La **Communication pour le changement de comportement**: microprogrammes sur l'utilisation des intrants organiques (biofertilisants et biopesticides) et l'impact néfaste des intrants chimiques, spot sur le « consommer local », émissions radiophoniques et capsules vidéos*
- *La **Promotion des semences traditionnelles**: Fonio, riz , banque de semences*
- *Mise en place d'un **CEP maraichers et rizicoles** pour la formation et la diffusion de pratiques agroécologiques*
- *La mise en place d'une **unité de production d'intrants organiques**”*

“Les perspectives sont de contribuer à la résilience des populations rurales face au changement climatique, par toutes une série d'amélioration et de renforcement des moyens, des capacités, des offres en fourniture (bio-intrants) ou des conditions d'accès sécurisé à la terre au profit des femmes”

“Les perspective sont aussi orientées vers l'amélioration durable de l'offre agro-alimentaire issue de la production AE/AB par une série d'aménagements, de formations voire d'appui à la certification « bio » à travers la mise en place d'écoles d'entrepreneuriats agroécologiques et transformatives du genre ; l'Offre d' un terrain d'apprentissage des bonnes pratiques agroécologiques aux étudiants, jeunes fermiers agricoles et aux productrices ; la Communication pour un changement vers l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement et de justice climatique et le développement et l'appui aux synergies entre les acteurs”

En conclusion, Mme Kaboré est revenue sur la promotion de l'Agroécologie comme étant "au cœur d'une réponse concrète apportée par l'association Munyu des femmes :

- Pour la lutte contre les effets néfastes du changement climatique
- Pour la transformation et la durabilité des systèmes alimentaires
- Pour l'autonomisation socio-économique des femmes

3.4. Echanges avec la salle

Les questions et interventions concernaient surtout la communication du Dr Abdou Ali.

Intervention de Jean Pierre Jacob sur le frilosité des politiques à engager un retour à l'austérité (opposée à la course à l'augmentation de la productivité, cf son introduction au point 4.1.).

Intervention du SG du CILSS sur l'imprévisibilité et la gestion des risques (stratégies individuelles d'adaptation).

Question du maire de Malanville à propos d'un épisode impressionnant de chute de grêlons dévastateurs et son rapport éventuel avec l'insémination des nuages pour faire tomber la pluie.

En réponse le Dr ALI a apporté les éléments suivants :

- « *La question de la transmission des informations est importante. Il y a beaucoup d'informations climatiques utiles au niveau local mais il faut des relais pour les transmettre. Il manque une chaîne de relais. Avec une communication plus adaptée en termes de vulgarisation* ».

- « *Je ne suis pas au courant des grêlons tombés à Malanville et qui auraient détruit une partie des récoltes. On ne peut pas affirmer que ce soit les effets des essais d'insémination des nuages, mais on ne peut pas l'exclure non plus. La question de l'insémination est délicate. En réalité on ne maîtrise pas grande chose* ».

- « *Le CILSS a produit beaucoup d'information sur les stratégies et pratiques de lutte contre la désertification mais il ne faut pas se tromper : le reboisement notamment ne va jamais atténuer quoi que ce soit au niveau des tendances climatiques qui comme je l'ai dit sont dues à d'autres facteurs à l'échelle planétaire. Mais elle peut permettre de lutter localement contre certains effets (en facilitant le ralentissement des eaux de surface, en facilitant la réalimentation, en favorisant le développement d'organismes qui renforcent les sols...). Cela dépend des espèces toutefois* ».

- « *Le Climat est défavorable aussi à cause des villes* »

- « *Il faut s'adapter car on ne peut changer les tendances climatiques* »

- « *On sait aujourd'hui que l'effet de serre est essentiellement dû à l'industrialisation* »

3.4. En résumé

- *Le Sahel apparaît relativement mieux préparé à différents égards que bien des régions pays développés, en tout cas moins dépendants sur le long terme. Sur ces questions le Labo Citoyennetés pourrait jouer un rôle pour bien poser les problèmes et servir de relai entre local et global (Sahel) ;*
- *Mais les effets des changements s'annoncent rudes et nécessitent pour les prévenir de combler les manques dans la chaîne de transmission entre les prévisions menées sur l'espace régional et les besoins du local ; de même il manque des relais pour faire remonter les préoccupations du local vers les systèmes de veille régionaux*
- *Le local présente de nombreuses stratégies anti-aléatoires et parmi elles celles organisées autour et par les femmes apparaissent à suivre et documenter*
- *Sur ces questions le Laboratoire Citoyennetés pourrait jouer un rôle de courroie de transmission tout en restant dans la voie qu'il s'est tracée : Être force de proposition ; Produire des connaissances ; Ensemencer les idées ; Déclencher des prises de responsabilité...*

4. Les enjeux démographiques transformés en focales sur l'urbanisation et les éleveurs autour de la question « quels enjeux de citoyenneté face à la croissance de la population du Sahel ? »

4.1. Introduction de Jean-Pierre Jacob (anthropologue IHEID)

Jean Pierre a introduit ce panel de manière large, autour des 3 thèmes de la conférence : La gouvernance insécurisée, les changements climatiques et la démographie dans leurs rapports avec les citoyenneté.

1^{er} thème : la gouvernance insécurisée.

« Mahaman a dit « Le passé ne passe pas ! » en Afrique comme en Occident. La gouvernance insécurisée est une question de redevabilité des gouvernants modernes qui rappelle celle que l'on demandait aux chefferies coutumières. **Préserver les biens et les personnes de toute atteinte à leur intégrité physique** faute de quoi les sujets iraient voir un chef mieux apte à les protéger. On retrouve cela avec l'Etat moderne, après les indépendances on n'était pas très sûr de ce qu'on pouvait demander à l'Etat (le rôle du LC a été très certainement d'aider à préciser cette demande), avec la situation actuelle, on sait que les gouvernants sont redevables sur le plan de la sécurité, mais il a fallu pour cela le retour aux razzias et au jihad qui rappellent les temps pré-coloniaux. Autrement dit, il a fallu un siècle pour que l'Etat se substitue aux chefs coutumiers dans la demande de protection des populations. Et la demande est toujours la même, très basique (hobbesienne !) : **c'est une demande de protection des biens et de l'intégrité physique** ».

2^{ème} thème : retour sur les changements climatiques.

« Du point de vue de la situation sur le terrain, je signalerai les travaux très sérieux de l'observatoire du Sahel et du Sahara (basé à Tunis) qui s'est lancé depuis quelques années dans une comptabilité écosystématique du capital naturel. Il mentionne qu'à l'heure actuelle 565 millions d'habitants vivent en écozones soutenables contre 751 millions en éco zones non soutenables.

Les pays développés sont les plus frappés par le phénomène, ils sont aussi les plus vulnérables (pour les raisons que j'ai indiquées hier : personne (aucun politicien) ne veut mettre les conditions d'austérité, de réformes de comportement drastiques que nécessitent les mesures de remédiation à la question (ça n'est pas en plantant de arbres qu'on refroidit la planète). Une chose qu'on a appris au LC c'est que ça n'est pas parce que les gens sont informés qu'ils changent. Les politiciens n'agissent que s'ils sont tenus d'être redevables et ils ne se risquent pas à perdre les prochaines élections avec des thèmes peu populaires comme les mesures d'austérité ou d'auto-contrainte, sauf si les gens le leur demande ! Du point de vue du changement climatique, je pense que les populations africaines sont un peu mieux situées, à la fois parce qu'elles elles sont moins vulnérables (moins dépendantes des machines gourmandes en pétrole dans la vie économiques), et parce que la directivité actuelle des régimes peut les aider à mettre en place des mesures impopulaires ».

3^{ème} thème la démographie.

« - doublement de la population africaine tous les 20 ans : 1 milliard 500 millions actuellement, 3 milliards à l'horizon 2050, avec leurs effets notamment sur les stratégies familiales (tout le monde ne peut pas rester dans les campagnes).

- les villes (les classes moyennes dans les villes) ont fait leur transition démographique, les enfants ont des coûts (de santé, d'éducation, de confort) qui ont été bien intégrés par les familles qui réduisent volontairement leurs naissances.

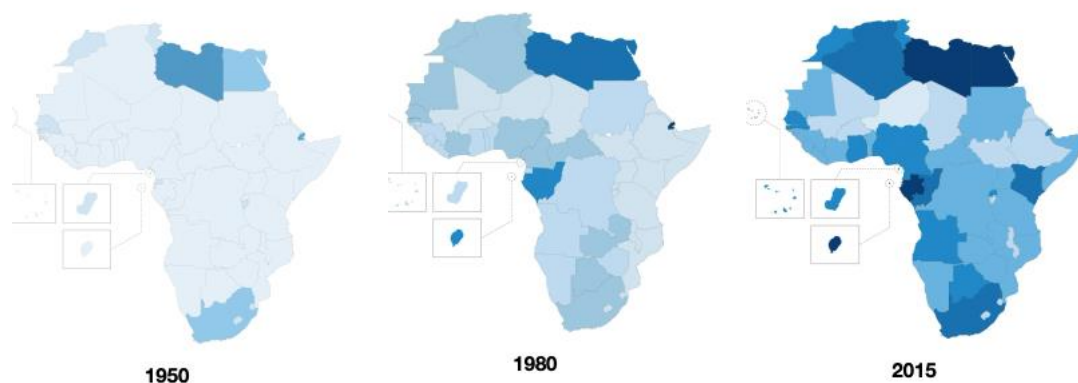
En brousse, cette transition n'est pas effectuée, « le passé ne passe pas », l'enfant n'a pas de coût calculé, il reste une richesse, mais une richesse qui fait partie de la litanie des richesses dont on demande à Dieu de combler les familles : de la pluie, du mil, des femmes et des enfants répète-t-on dans les rituels animistes que je fréquente depuis pas mal d'années. C'est aussi quelque chose qu'on a appris au LC : que les idéologies sont en retard sur les faits, qu'elles résistent aux faits. Le grand poids de la redevabilité en matière démographique pèse sur les familles, sur la modification de leurs comportements en matière de procréation, l'Etat s'en mêle assez peu même s'il a des politiques sanitaires (contraception...) parce qu'il rencontre des résistances (parce que le passé ne passe pas, que l'enfant reste une bénédiction divine...). On peut supposer que les mêmes causes produiront les mêmes effets, et qu'une amélioration des conditions de vie des producteurs entraînera un changement de la conception de ce que c'est que la bonne vie ou de l'avenir auquel peut prétendre l'enfant, ce qui permettra d'atteindre les conditions de natalité des classes urbaines ».

4.2. L'urbanisme comme opportunité Philipp Heinrigs (économiste, Club du Sahel)

Monsieur Heinrigs a introduit sa présentation par un constat :

L'urbanisation : [...] « Il est probable qu'aucun changement d'une nature aussi fondamentale ne s'est jamais produit dans la vie de la masse des gens que celui qui a converti la plus grande partie de la population des communautés industrielles de campagnards en citoyens au cours du siècle dernier »

L'orateur a ensuite présenté une évolution des niveaux d'urbanisation de 1950 à 2015.

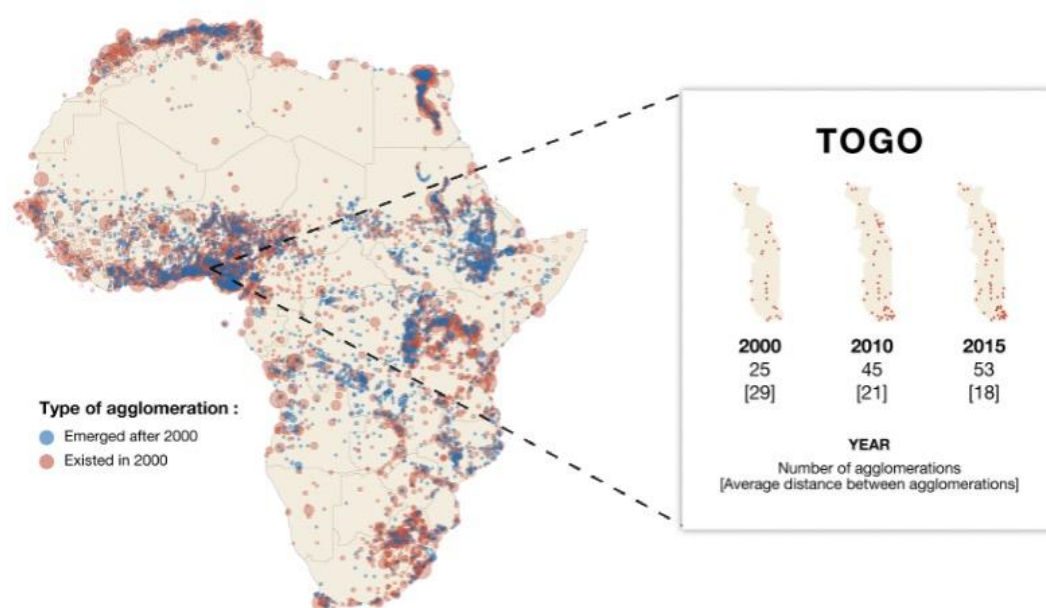


Premier message : **Importance des villes ! L'urbanisation à ne pas diaboliser !!**

- Le Sahel présente les taux d'urbanisation les plus faibles. Mais la croissance est la plus élevée au Sahel. 7% de croissance par an. Doublement tous les 10 ans ;
- Il y a non seulement croissance de villes mais aussi multiplication des villes. Avec pour conséquence une réduction des distances entre les villages et les villes, et une transformation des villages ainsi que de la représentation de l'Afrique des villages ;
- En termes démographiques, l'urbanisation favorise la transition !

Pour illustrer le propos, une animation a été présentée, montrant plus finement la répartition géographique des villes en prenant l'année charnière de 2000 pour situer leur émergence dans le temps. La carte montre une densification du réseau des villes petites et moyennes (plus intense dans les régions côtières, plus faible vers les zones désertiques et plus équilibré entre les deux, NDLR).

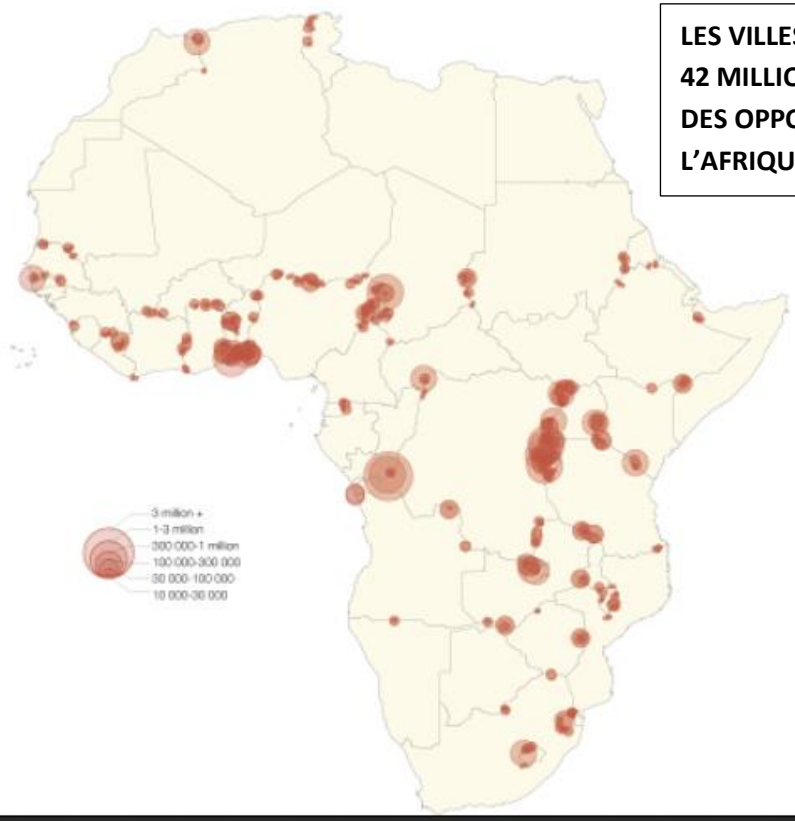
L'exemple du Togo servant à montrer à la fois l'augmentation du nombre d'agglomérations, et la diminution de la distance entre les agglomérations, c'est-à-dire la diminution de la distance ville-campagne.



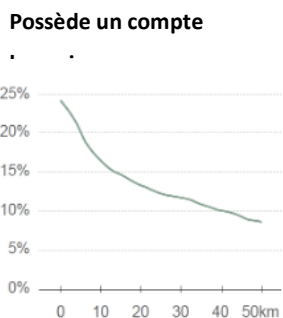
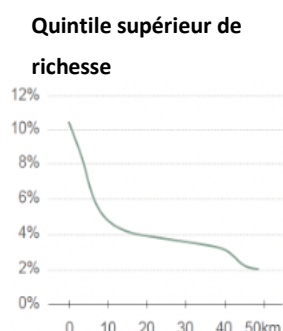
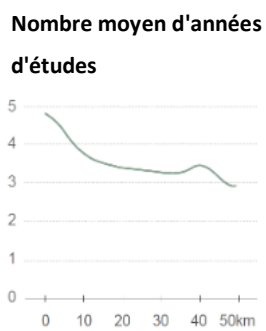
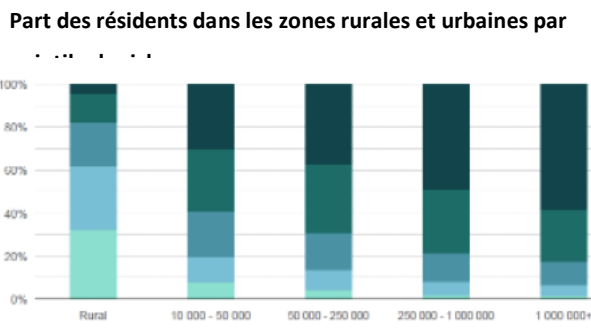
Tout ceci incitant à revoir notre représentation de l'Afrique et appelant à une nouvelle géographie, car « 75% de la population urbaine africaine vit dans des villes à l'intérieur de pays et pas dans les villes côtières ».

Deuxième message important : **Les villes frontalières sont une opportunité pour l'Afrique**

**LES VILLES FRONTALIÈRES –
42 MILLIONS D’HABITANTS –
DES OPPORTUNITÉS POUR CONNECTER
L’AFRIQUE**



Troisième message : l’amélioration de la richesse moyenne des ménages et de la santé
Différents graphiques sont montrés pour illustrer le fait que l’urbanisation participe à l’augmentation de la richesse des ménages



Tout ceci pour montrer que les indicateurs de richesse et de « potentiel » d’amélioration des conditions de vie (éducation, compte bancaire) augmentent au fur et à mesure que l’on se rapproche de la ville. En conséquence de quoi il s’agit de comprendre que :

- L’Afrique est déjà urbaine et le sera encore plus en 2025
- Urbanisation et transformations rurales sont intimement liées
- Il faut penser territoire et non secteur (urbain ou rural)



Même si il est important de considérer les coûts énormes liés aux équipements nécessaires, et nécessitant la mobilisation de toutes les forces financières (dont l'impôt)

En termes de gouvernance et de citoyenneté il va falloir :

- Planifier
 - Accepter la réalité – accepter tous les types de citoyenneté
 - Coconstruire la ville africaine de demain
 - S'adapter au changement climatique
- Gouverner
 - Gouvernance locale – pour et avec les citoyens
 - Tenir compte de l'informel
 - Prévoir et réguler par le foncier
- Financer
 - Les relations citoyennetés - états

Mais surtout : sans paniquer et en considérant l'urbanisation comme une opportunité pour l'avenir !!!

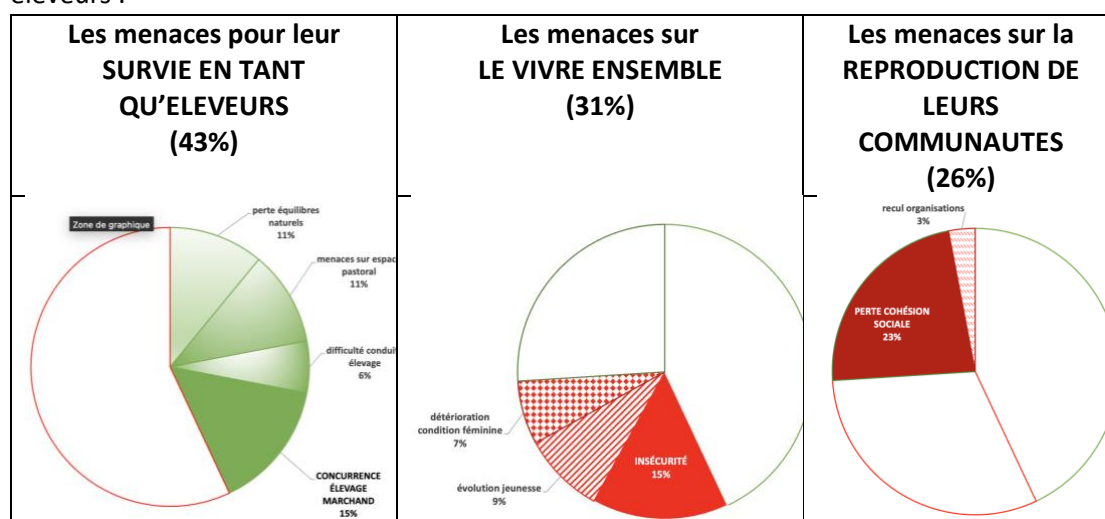
L'orateur nous invite à changer notre vision de l'urbanisation pour penser correctement la relation ville/campagne du fait, avec la multiplication des villes moyennes, de l'intensification des liens villes et campagne (intimes et réciproques ; qui se transforment simultanément). Les écarts significatifs ne sont plus entre ville et campagne, mais entre petites et grandes villes (*à vérifier*). L'opposition ville/campagne n'est plus pertinente, l'exode rural ne se présente plus dans les mêmes termes, il ne faut pas se polariser sur les villes côtières (75% de la population urbaine est dans les villes intérieures), mais regarder de près les villes transfrontalières. Il ne faudrait plus penser en termes de ville-campagne, mais de territoire. Ne plus assimiler ville et pauvreté (ce qui ne veut pas dire que les inégalités ne sont pas plus fortes qu'en milieu rural).

4.3. Les producteurs face aux enjeux de population : le cas des éleveurs (Loïc Barbedette, Sociologue)

L'exposé de Loïc Barbedette était intitulé « Les éleveurs au Sahel quel avenir pour l'élevage ? quelles citoyennetés pour les éleveurs ? » L'intervenant a proposé de se concentrer sur **les éleveurs liés à la tradition** (pasteurs et agropasteurs pratiquant un élevage mobile) qui sont de loin les plus nombreux parmi ceux qui pratiquent l'élevage au Sahel et qui assurent aujourd'hui *plus grande partie de la production animale*. Cet exposé portait un sous-titre très clair « Les éleveurs liés à la tradition : **UNE COMMUNAUTÉ QUI RISQUE DE DISPARAÎTRE** ».

L'exposé était introduit par un extrait du Mémoire préparatoire à la conférence : « *Quels statuts donner aujourd'hui aux personnes qui vivent aux zones frontalières des différents pays de la sous-région ? Quelle place sociale doit-on accorder aux binationaux, en encore aux multinationaux, qui font fi des frontières nationales et sont potentiellement des usagers des services publics des différents pays dans lesquels ils circulent ? Quid des "sans nationalité" (pasteurs, migrants, etc.) ? Les enjeux sont importants lorsqu'on sait que ces "sans nationalité", par exemple, sont susceptibles de créer des zones de non-droits, sorte de "bases arrière" pour le développement de trafics de drogues, et, en conséquence, **déstabiliser les États concernés*** » (mémoire, p. 71 – note de bas de page N°20).

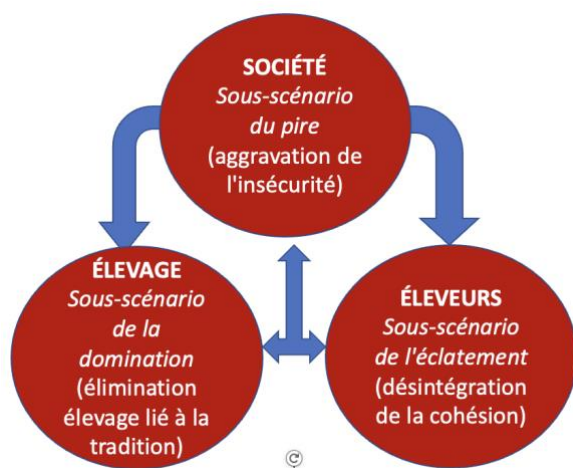
Suivait ensuite une présentation des résultats d'une Recherche conduite par l'APSS dans le cadre de 4 forums d'éleveurs en provenance de **12 pays** organisés de juin à août 2022 à Thiès (Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie, Sénégal), Bobo-Dioulasso (Burkina Faso, Mali), N'Djamena (Cameroun, Nigeria, Tchad) et Bohicon (Bénin, Niger, Togo). Ces éleveurs ont échangé dans chaque forum pendant six jours sur leur perception de **l'avenir de l'élevage**. Les résultats font ressortir trois catégories de menaces tendancielle ressenties par les éleveurs :



L'ensemble mettant clairement en évidence une "citoyenneté en crise".

Pour chacune des craintes dominantes (concernant la *sécurité*, l'*activité agro-pastorale*, la *communauté des éleveurs*) **trois jeux de scénarios prospectifs tendanciels** ont été dessinés :

SCENARIO A : LES TENDANCES NEGATIVES S'ACCENTUENT



☞ *Par rapport à la possibilité de vivre de l'élevage* L'élevage productiviste supplante totalement l'élevage lié à la tradition → Signe la mort rapide de l'élevage lié à la tradition.

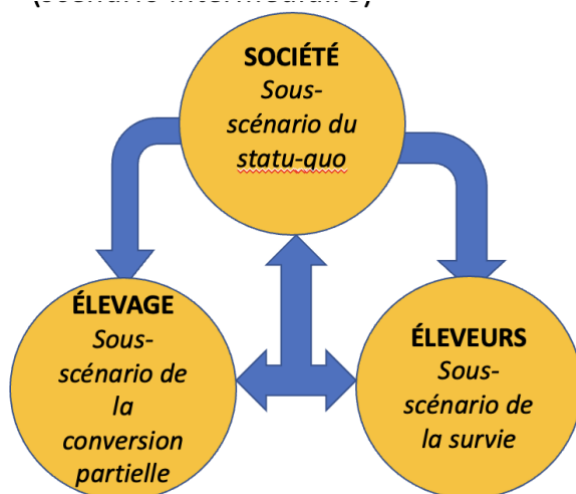
☞ *Par rapport au "vivre ensemble"*

L'insécurité s'aggrave → sous-scénario le plus redoutable. Serait favorisé par l'échec des politiques de répression et de prévention et se réaliserait par **contagion sur tout l'espace régional**.

☞ *Par rapport à la reproduction de leur communauté*

Effondrement généralisé → Par contagion **tous les étages de l'édifice social des éleveurs liés à la tradition s'écroulent**, et avec lui les rouages de l'agropastoralisme familial. Entraînant une crise économique et sociale profonde

SCÉNARIO B : IL Y A NEUTRALISATION DES TENDANCES NEGATIVES



☞ *Par rapport à la possibilité de vivre de l'élevage*

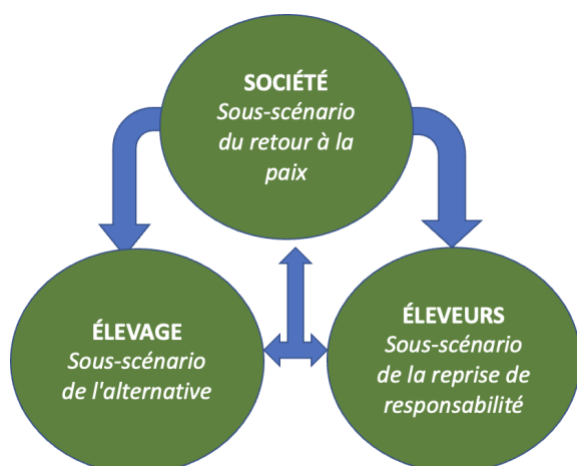
Certains éleveurs liés à la tradition modernisent leur élevage. Encouragés par les pouvoirs publics et par plusieurs bailleurs de fonds, ce sous-scénario attire certains éleveurs liés à la tradition et beaucoup de jeunes → **Seuls les plus riches, qui sont aussi les moins nombreux, sont en capacité de faire cette conversion**.

☞ *Par rapport au "vivre ensemble"*

L'insécurité est contenue : Des négociations permettent de **contenir les violences**.

☞ *Par rapport à la reproduction de leur communauté* Persistance d'îlots de résistance ou d'initiative : **Certaines communautés et certaines familles continuent de transmettre leurs héritages et conservent leur réseau de liens et leur cohésion**. Certaines enrichissent ce modèle par **les innovations** qu'elles expérimentent et les initiatives qu'elles prennent.

SCÉNARIO C : RENVERSEMENT DES TENDANCES NEGATIVES



☞ **Par rapport à la possibilité de vivre de l'élevage**

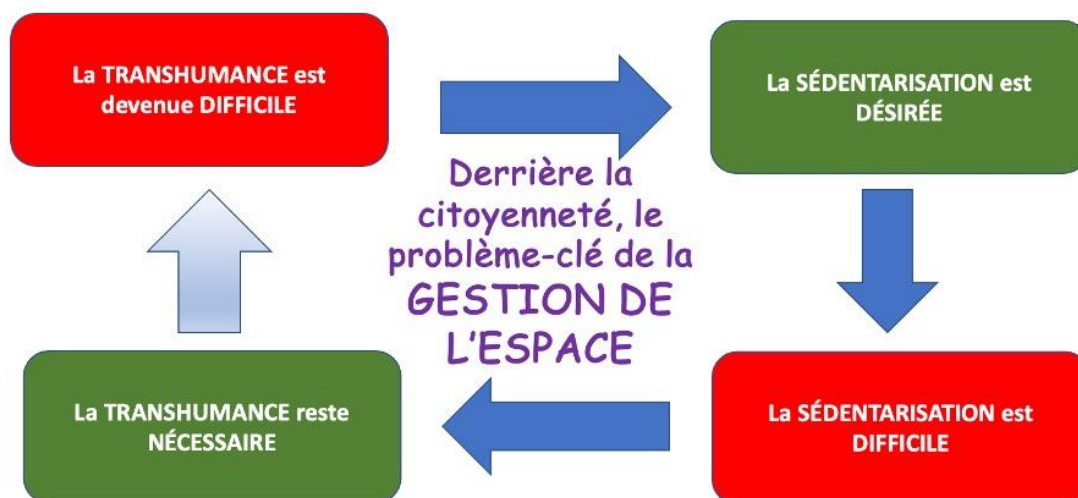
Le modèle productiviste est remis en question. Les critiques encouragent à **miser sur d'autres formes d'intensification de l'agriculture et de l'élevage** plus respectueuses de l'environnement et profitables au plus grand nombre.

☞ **Par rapport au "vivre ensemble"**

L'insécurité recule : Dans cette perspective, il faut anticiper et **déjà réfléchir à "l'après-crise"** (par exemple au retour des déplacés sur leurs terroirs d'attache, à la façon de prévenir un retour à l'insécurité).

☞ **Par rapport à la reproduction de leur communauté** Sursaut collectif : **Les organisations d'éleveurs réinsufflent la confiance et l'énergie** nécessaires à une reprise en main par les éleveurs liés à la tradition de leur destin (comme cela s'est déjà passé après les grandes sécheresses des années 70 et 80).

Ensuite l'orateur a présenté le **dilemme** actuel des éleveurs entre mobilité et sédentarisation qui engendre un cercle vicieux :



Ce dilemme est lié à la question non résolue du **foncier pastoral** : sécurisation des *parcours de bétail*, objet de conflits récurrents, et des *terroirs d'attache* des éleveurs, où les droits d'occupation des éleveurs sont aujourd'hui souvent remis en question, de façon parfois violente par les autochtones (destruction des campements).

« Trois facteurs sont à prendre en considération par rapport aux **CITOYENNETÉS de demain** ».
 En des termes différents, ils concernent tout autant les agriculteurs que les éleveurs :

	Chez les agriculteurs	Chez les éleveurs
l'INCERTITUDE	- Par rapport à la reprise de leur exploitation	- Par rapport à leur sécurité (économique, socio-politique)
les LIENS	- Absence de dialogue → risque d'éclatement des familles	- Avec les autres communautés (sentiment d'ostracisation) - Au sein de leur communauté (risque de désintégration)
la MOBILITÉ	- Nécessaire pour la construction des générations nouvelles	- Nécessaire pour l'activité

L'orateur a conclu sur le fait que chez les agriculteurs comme chez les éleveurs

« Le rapport avec l'ÉTAT dépendra de la capacité de ce dernier à prendre en compte ces catégories d'acteurs ».

4.3. Retours de la salle

La salle est intervenue par rapport au premier intervenant globalement pour souligner les effets pervers de l'urbanisation :

- spoliation de terres (cf la ruée aux lotissements des communes et le manque aujourd'hui de patrimoines pour les services publics)
- l'exclusion de certaines catégories et la montée de la pauvreté

Philipp Heinrigs est revenu sur le fait que ces phénomènes existaient bien mais que globalement on mesure statistiquement une élévation du niveau global du niveau de vie des populations.¹⁰

Par rapport à la seconde présentation, quelques retours soulignaient les responsabilités des éleveurs dans la crise sécuritaire (banditisme, terrorisme). L'orateur a rappelé que les éleveurs étaient également victimes de la crise sécuritaire : ils sont dans leur majorité, selon leur propre expression dans ces forums, "entre le marteau et l'enclume", suspectés par les uns de complicités avec les djihadistes, victimes par les autres de vols de bétail, de chantages et chassés de leurs villages par les terroristes. Ils perdent leurs moyens de production et leurs familles éclatées se retrouvent souvent dispersés et dépendants de l'aide humanitaire ou réduits à la mendicité dans les camps de personnes déplacées internes.

Par ailleurs un participant mettait en évidence la précarité des habitats des éleveurs sur leur terroirs d'attache pour justifier les destructions dont ils font l'objet

¹⁰ Sans doute faudrait-il distinguer ici pauvreté et inégalités pour approfondir le débat (voir chapitre "approfondissements")

5. L'aide au développement en question : Quelles stratégies pour répondre aux défis des Etats du Sahel ?

5.1. introduction

Saïdou Sawadogo (SEN/PND) : « L'aide au développement, c'est l'ensemble des financements apportés par les acteurs publics des pays les plus favorisés pour améliorer les conditions de vie dans les pays moins favorisés. C'est le soutien des pays développés aux pays en développement. C'est sur cette base que l'on mobilise les ressources extérieures. Il faut mettre en place un référentiel et le suivre ».

Raogo Antoine Sawadogo : « Le LC dépend exclusivement de l'extérieur. Le LC prend part aux appels d'offres, il gagne ou ne gagne pas. Le LC s'investit beaucoup dans la captation de l'argent. Il s'agit comme le dit le Club du Sahel, de planifier, gouverner et financer. Si on applique cela à la Conférence, planifier signifie quoi faire après la conférence, les problèmes sont posés, comment les résoudre ? Toutes les OSC sont interpellées. Gouverner, c'est être efficace dans l'utilisation des financements. Il y a 20 ans le Club de Sahel nous avait alertés : si l'administration arrivait au moins à entretenir les locaux cela pourrait améliorer quelques centres périphériques : c'est ce qui a été fait à Ouaga, Bobo et Banfora.

Claudio Tognola (DDC) : « Il y a des appuis budgétaires de la Suisse qui est consciente que c'est un mal nécessaire. La Suisse fait cela avec conscience et honnêteté. Nous sommes présents dans 4 pays : Burkina, Mali, Niger, Bénin avec des programmes prioritaires. Nous intervenons dans d'autres pays sur des thématiques. Tout dépend de « avec qui on parle ». Oui, si l'aide est bien comprise pas de problèmes, mais la fatigue de l'aide peut se manifester chez ceux qui aident comme chez ceux qui sont aidés ».

Poussi Sawadogo (Enseignant Chercheur): « L'aide apporte vraiment quelque chose : les coopérations ont beaucoup appuyé pour le bitumage, la réfection des routes, des ponts, des marchés. Les Nations Unies ont ouvert le « Champ de la Paix » au Centre Ouest où travaillent 50 femmes PDI et 50 femmes autochtones : les communautés habitent et travaillent ensemble. Et cela est un bel exemple. L'aide au développement aide réellement si elle est bien utilisée Concernant la montée de fièvre contre certains partenaires, c'est la manifestation du rejet de l'aide qui n'aide pas. Et les peuples en ont marre. L'aide contre le terrorisme a donné des résultats insatisfaisants avec même une exacerbation des crises : MINUSMA, BARKHANE, SABRE, etc. L'appui n'est pas à la hauteur. Il y en a qui veulent que l'on fasse la démocratie comme à l'occidentale. Il y a une revendication à la dignité ».

Saïdou Sawadogo : « La priorité c'est le développement. Il faut intégrer les OSC dans le suivi évaluation. Les OSC sont capables de mobiliser des ressources et cela contribue à améliorer la situation des financements. Il y a une appréciation positive des OSC car elles arrivent à faire la sensibilisation des populations ».

5.2. Concernant la fièvre contre certains partenaires, comment peut-on gérer cela ? Vous qui côtoyez les populations ?

Raogo Antoine Sawadogo : « *cela dépend des terrains. Pour les OP par exemple, tout le bruit contre l'aide au développement n'existe pas. S'il n'y avait pas l'aide, les OSC n'auraient pas pu être organisées et structurées. Il existe des sources de financement qui sont toxiques.*

Le Pr Poussi Sawadogo (qui forme de jeunes futurs diplomates) : *il s'agit d'aider les jeunes à développer la confiance en soi, car la machine internationale peut écraser. Il faut que le jeune apprenne à maîtriser son identité, son continent, sa région, son pays et comprenne les interdépendances : ODD, Coop, CEDEAO, AES, etc., les dynamiques complémentaires du local à l'international, la diplomatie de la santé, des vaccins, de la sécurité, etc.*

Comment être une solution, en tant que jeune, dans son pays ? »

5.3. Quelles solutions pour améliorer les conditions de l'aide au développement ?

Poussi Sawadogo : « *Conduire le dialogue politique pour mieux se comprendre, dialogue inter citoyen interculturel pour surmonter le sentiment d'injustice qui prévaut entre le Nord et le Sud. »*

Claudia Tognola : « *Le dialogue est toujours possible à tout moment. Nous travaillons avec les Etats, pas avec les gouvernements. La question des enjeux politiques peut nous dépasser. Il faut savoir s'adapter sur le terrain ».*

Raogo Antoine Sawadogo : « *Il existe plusieurs types d'aide : l'aide « étouffement » du bénéficiaire. Il faut scruter ce type de financements. Et cela conduit à un dialogue serein et constructif pour faire la négociation et la capacité de proposition pour éviter l'aide qui étouffe. Sans aide pas de négociation possible. L'insécurité est partout, en Europe et ici ; le changement climatique concerne toute la planète. Voir dans quelle mesure nous pouvons aussi aider les pays du Nord ».*

Saïdou Sawadogo : « *Avoir le leadership et la maîtrise parfaite des documents (politiques plus solides et plus robustes). Ainsi les PTF voient que c'est bien défini. Savoir canaliser l'aide, améliorer les conditions, savoir négocier et savoir refuser certaines aides ».*

Marc Totté : « *Il faut aussi changer la nature de l'aide. Réfléchir à une certaine réciprocité. Quand on pose la question « Qu'apportez-vous au Nord ? » on n'a pas de réponse. Comme si la question ne se pose pas ! On a l'impression que le Sud ne peut rien apporter. Pourtant dans une région de France le CIEPAC a fait venir des gens du Sud pour montrer comment faire de la « démocratie participative ». Pourtant aussi dans les échanges de paysans du Nord et du Sud (réseau de l'AFDI) on trouve bien des paysans du Nord qui sont de plus en plus demandeurs d'appuis de leurs pairs du Sud, car ils se rendent compte que ces derniers ont bien des choses à leur apporter pour résoudre certains problèmes liés aux changements climatiques. Il faut déconstruire le « sens » de l'aide (dans le double sens du terme !) ».*

Loïc Barbedette : « En 1999, le CILSS et le Club du Sahel ont fait le bilan de l'aide après les sécheresses des années 70 et 80 (SAHEL 21 et COOPÉRATION 21). Ils concluaient en invitant l'aide à plus de retenue. Mais l'aide est devenue plus interventionniste. Avec le mécanisme des "appels d'offre", elle est passée d'une relation de coopération à une relation de mise en concurrence sur ce que l'on appelle maintenant le "marché de l'aide". Pour revenir à un véritable partenariat, les populations doivent s'organiser pour relever les défis et leurs organisations doivent échanger entre elles et ne pas passer forcément par les gouvernements. Mme Legma : le Président Sankara disait que « l'aide doit nous aider à nous passer de l'aide ». Il faut prendre en compte les besoins réels des populations et non prôner le développement clés en main »

M. Yaméogo de Zorgho : « Il s'agit de renforcer la coopération entre les peuples. Il y a une crise plus grave qui va se manifester après la crise sécuritaire, c'est le « vivre ensemble » : comment revivre ensemble avec ceux qui ont égorgé, tué, violé, vos proches ? »

Bamogo Emmanuel, (Radio Zama, Kaya) : « Mandela dit que personne ne peut agir seul et atteindre le succès. Depuis les années 60, il y a des aides et des appuis extérieurs, changeons de paradigme. Quand tu es esclave, tu vis les priorités de celui qui te domine. Nos gouvernements ne sont pas souverains ».

Maire de Malanville (xxnom?xx) : « Si celui qui aide ne peut plus aider, que faut-il faire ? Il faut instaurer le principe de l'accompagnement. Il faut accompagner les CT à réduire leur vulnérabilité. »

Hassan, PACT Niamey : « Faisons notre mea culpa. Pendant 5 ans, les agents de l'administration publique n'étaient pas capables de proposer des documents consistants pour demander de l'aide ».

Responsable du projet Dendi Ganda (xxnom ?xx) : « Il y a des citoyens qui font de l'aide reçue un fonds de commerce. Or c'est un appui qui doit permettre de se relever. C'est une mentalité de perpétuation de l'assisté. C'est à travers l'aide pour appuyer la rôneraie de Gaya que nous avons connu la DDC. »

N'do Eric Timothée, OSC Centre ouest : « Pour que la décentralisation soit une réalité au Burkina Faso, il a fallu la DDC et le canal du LC ».

Claudio Tognola : « Il n'y a pas d'obligations mais des engagements pris vis-à-vis des Nations Unies selon les normes internationales. On peut faire la pression OUI. C'est un instrument d'influence en donnant des idées. »

Raogo Antoine Sawadogo : « Les africains ne connaissent pas aussi bien l'Afrique que les occidentaux. En plus nous ne connaissons pas le fonctionnement de leur société. Il faudrait que ce soit du donnant donnant. Il s'agit de nous redécouvrir plus sereinement et plus humainement. Avec le COVID 19, nous nous sommes découverts davantage. Il faut rompre

avec la logique du « rattrapage ». Nous pouvons changer de direction. Soyons maitre de nos destins. »

Poussi Sawadogo : « Il faut nous demander quelle est notre part de responsabilité en tant qu'individu, communauté et nation ? L'international est organisé et dépend des lunettes que nous portons. Le diplôme ne sert à rien s'il n'est pas lié à un projet de vie. La solidarité internationale est dirigée par un ordre politique, économique et culturel. Tout est une question de vision.

Le développement basé sur la participation au niveau local, national et international. Respect de la dignité des peuples : un petit oiseau n'est pas un demi-oiseau, c'est un oiseau à part entière, il n'y a pas de sous hommes.

Les partenaires savent lorsque vous n'êtes pas dignes. Cela se sent sur l'éducation que vous donnez aux enfants et comment vous dirigez le pays. Il y a la parole donnée. Appui aux initiatives locales, part de responsabilité de l'Etat, politique nationale de développement cadre de coopération, documents de stratégie pays ».



5.4. Points essentiels à retenir du panel

1. Il faut redéfinir l'aide au développement
2. Est-ce que l'aide est une obligation ?
 - a. Non ce n'est pas une obligation, ce sont des engagements pris avec les Nations Unies selon les normes internationales
 - b. Il faut éviter la fatigue de l'aide
3. Les conditions pour avoir une aide véritable
 - a. Examiner notre part (en tant que sahéliens) de responsabilité dans le comportement de l'individu, la communauté, la nation ? Le diplôme doit être lié à un projet de vie
 - b. Apprendre à maîtriser les documents, canaliser l'aide, refuser l'aide qui étouffe ;
 - c. Développer la coopération entre les peuples, les communautés.
 - d. Chercher à savoir ce qui se passe chez les occidentaux et apprendre à les aider
4. Situation du LC
 - a. Le LC dépend exclusivement de l'aide extérieure
 - b. Le LC doit apprendre à planifier, gouverner et financer

Importante intervention du président Antoine Raogo Sawadogo en conclusion du débat :

- Invitation à la découverte mutuelle (cherchons à mieux connaître nos partenaires)
- Il faut considérer notre force de résilience (encore démontrée face au coronavirus)
- Et rompre avec la logique de rattrapage ("et si nous changions de direction ?")

B. Synthèse à chaud

Une synthèse des travaux a été produite en fin de conférence. La synthèse proposait deux entrées - Bilan et Perspectives. Seul le Bilan a été présenté lors de la conférence faute de temps.

B.1. Un BILAN plutôt positif

Une reconnaissance assez généralisée des réalisations et du rôle du LC :

Beaucoup de choses faites et d'objectifs reconnus et toujours pertinents :

- Produire des connaissances ; Ensemencer les idées ; Être force de proposition ;
- Mettre en débat permettant de déclencher des prises de responsabilité.

Le seul fait d'exister au bout de 20 ans dans un milieu qui connaît si peu de succès de longévité est un indicateur en soi !

Un « objet » - la citoyenneté - qui reste pertinent

- → de l'importance de la citoyenneté comme processus (jamais prêt-à-porter)

Des engagements à poursuivre mais à adapter aux nouvelles donnes :

Des remises en question du fait de... :

- **La gouvernance insécurisée :**
Il s'agit de mieux reconnaître la citoyenneté comme processus. De mieux « investir » les marges en termes de :
 - **catégories** : jeunes, éleveurs (en particulier femmes & jeunes) ;
 - **de modes de vie** liée à une problématique de 'résidence' : éleveurs, réfugiés ;
 - **d'espaces** stratégiques : notamment transfrontaliers...
- **Changements climatiques** : grosses attentes à mieux valoriser les informations critiques (descendantes, remontantes) et le rapport local-global en valorisant mieux le potentiel de préparation du Sahel globalement (dispositifs de mesure) et localement (stratégies Anti-Aléatoires)
- **Évolution de population** : mieux prendre en compte l'URBANISATION dans ses relations urbain-rural comme moteur des nouvelles citoyennetés et dans ses risques (fonciers)
↔ reconnaissance et valorisation du pastoralisme
- **Évolution du système d'aide au développement** : la question de la planification nationale (référentiel) et du financement par les économies locales; un mal nécessaire mais des enjeux d'agendas; sortir des modèles de « démocratie occidentale » ?

Conduisant à des questions sur les finalités et objets plus généraux :

Les finalités du LC sont-elles seulement de traiter du rapport Etat-citoyen ?

Les objets-cibles : comment sans abandonner les services publics (la construction d'une citoyenneté dans le rapport entre usagers de services et producteurs) intégrer les « invisibilisés » ? les « marges » ?

Sachant que pour l'instant il y a peu de travaux sur les éleveurs. Peu de travaux sur l'Urbain.

B.2. Des PERSPECTIVES certainement à approfondir et élargir

*Élargir **notre champ** de la citoyenneté (processus ouvert en construction)*

- La travailler aussi sous l'angle des individus–personnes dans leur propension à investir une « **communauté en construction** »
- Travailler la confiance, la relation, la co-construction, la coordination → revoir notre conception du « **partenariat** » (chercher à rassembler les différentes contributions de chacun dans une vision commune)

Élargir nos objets-cibles ?

- Il y a un enjeu - en plus des services (ou à travers les services) - de raisonner aussi les **articulations** entre « territoires » (local-global) et entre « individu-sujet » et communautés
- De même il va falloir participer à la **relocalisation des agendas** de développement en particulier faire en sorte que les **diagnostics** soient produits par les sahéliens, qu'ils ne soient pas confisqués par d'autres.

Élargir et concentrer nos rôles et fonctions ?

- Favoriser l'accès aux données et la vulgarisation-valorisation des informations stratégiques sur les changements climatiques ;
- Renforcer les capacités du LC de mises en liens entre acteurs régionaux, nationaux et acteurs locaux sur des agendas-diagnostics « en propres » (comme cette conférence en a fait la démonstration)
- **La fonction « Labo » doit être maintenue, en termes d'études et d'expérimentations** (mais la fonction mutualisation n'est sans doute plus nécessaire).

C. Approfondissements

La conférence a été très riche mais il a manqué de temps pour tisser les liens entre thèmes et approfondir certaines questions

C.1. Les liens entre thèmes ouvrant de nouvelles questions

La question de l'élevage transhumant est apparue parfois en filigrane parfois de manière directe (panel 3) :

- Lors du panel 1, sur la gouvernance insécurisée - les éleveurs ont été présentés comme les victimes d'une certaine marginalisation : « *C'est à la frontière que l'on a constaté que le virus de la mal gouvernance a été instillé. On a créé des marges, on a créé des mécontents, on a créé des apatrides...* » (Mahaman Tidjani)

- Dans le panel 2, sur les changements climatiques, ils ont été présentés (en introduction) comme porteurs d'un système de vie bien plus économe et neutre en carbone, c'est-à-dire comme un élément de solution probable à l'échelle planétaire. On a vu aussi dans la présentation du Dr Abdou Ali que les sécheresses avaient participé à des mouvements de populations vers les côtes du golfe de Guinée qui ont également touché cette catégorie de population.

- Lors du panel 3, sur les risques démographiques, ont été présentées leurs perceptions des menaces sur la survie de leur mode de vie. Leur citoyenneté est en crise a rapporté Loïc Barbedette. Mais d'une manière plus générale aussi cela concerne une citoyenneté plus générale, faisant partie de l'identité du Sahel – celle d'une articulation entre élevage transhumant et agriculture familiale – qui (plus qu'ailleurs ?¹¹) faisait partie d'une certaine façon d'être sahélien ?

Pourtant cette question semble ne pas être dans les débats sinon pour dire que les éleveurs sont aussi producteurs de la crise que l'on connaît aujourd'hui.

Il y a manifestement une question délicate ici, très sensible, mais qui peut conditionner l'avenir du Sahel et qu'il s'agirait de ne pas éluder.

La question économique

Elle ne faisait pas partie des thèmes de manière explicite mais s'est retrouvée en filigrane de bien des débats :

Tout d'abord, dans le propos introductif du Président Raogo Antoine Sawadogo : « *Une décentralisation « bon teint » mais assez souvent en panne du point de vue financier et économique. Presqu'incapable d'absorber les revendications des périphéries et des marges. Des jeunes écrasés par le manque de perspectives...les crises de gouvernance.* ».

¹¹ L'élevage transhumant se retrouve aussi en Afrique de l'Est, du Sud et fut important en Afrique des Grands Lacs. Mais l'articulation entre des sociétés d'agriculteurs et des sociétés d'éleveurs n'était-elle pas plus développée qu'ailleurs à travers contrats de fumure, de gardiennage, de parbage, de services...

Ensuite dans les propos du Président du CCT Dendi Ganda lorsqu'il présente son espace comme étant « *C'est une 'Communauté de destin'. (...) et un carrefour économique basée les échanges commerciaux autour des productions agrosylvopastorales.*

Le propos est revenu de manière beaucoup plus précis dans l'exposé sur les vertus de l'urbanisation (Philipp HEINRIGS) étant donné les rapprochements entre rural et urbain et connaissant les dynamiques économiques dans les zones intermédiaires.

Ce propos a cependant été critiqué dans les échanges avec la salle, en mettant en exergue l'importance des phénomènes de spoliation et d'exclusion générés par l'urbanisation.

On peut là encore faire un lien avec les changements climatiques étant donné que l'urbanisation ne pourra suivre l'accélération qu'elle connaît aujourd'hui lorsque les énergies fossiles seront épuisées. Le propos de JP Jacob sur le fait que les pays « développés » sont bien plus vulnérables et moins préparés à la rupture annoncée du fait de leur degré de dépendance aux robots-esclaves (voiture, électro-ménager, ordinateurs, smartphone, télécommunications, ...) reste à méditer aussi pour le Sahel si l'on en reste à un paradigme de « croissance » comme avant. Bien des indicateurs de flux d'extraction, de construction et de transport sont en baisse depuis longtemps (même en Chine la croissance effective est moins de la moitié celle attendue depuis plus de 3 ans).

Manquait sans doute aussi dans l'analyse du phénomène urbain, une comparaison plus précise, entre pays sahélien, de la densité des villes petites et moyennes : l'étude WALPTS montrait déjà il y a 30 ans que certains pays tels que le Burkina Faso disposait d'un réseau de petits centres urbains bien plus homogène que d'autres (Mali, Niger).

Enfin, les analyses en termes d'amélioration du niveau global de richesse du fait de l'urbanisation ne font pas ressortir dans le même temps le creusement des inégalités que l'on constate partout dans le monde et qui sont sources d'insécurité.

Il y a donc certainement sur cet enjeu un travail complémentaire pour le Laboratoire Citoyennetés de traduction des études afin de mieux faire ressortir ce qu'il faut en déduire sur les citoyennetés : quelles implications sur la construction de communs partagés ? quelles nouveaux droits et obligations ? quels nouveaux services concevoir afin d'anticiper ou sécuriser ? où mettre l'attention pour anticiper la marginalisation de catégories entières de population ?

La question de la citoyenneté

On a convenu qu'elle restait pertinente. Qu'elle devait aussi rester ouverte, non normative, et qu'on pouvait la penser comme en construction autour de communs et (donc) de communautés : « *Moi je préfère parler de **communautés en construction*** » (Mahaman Tidjani Alou). Manque sans doute ici le passage à l'échelle nationale et sahélienne : Comment organiser une citoyenneté transcendant les citoyennetés "communautaires" ? On peut voir sur cette question l'expérience du Dendi Ganda comme précisément une façon d'organiser un espace intercommunautaire en facilitant la porosité des frontières (notamment par la gestion des embarcadères, débarcadères) et en pesant sur les institutions (CEDEAO) lorsque des décisions risquent de diviser cet espace.

Mais comment aller au-delà pour construire une transcendance non pas seulement locale et mécanique mais aussi plus vaste et organique (fondée sur une certaine immanence en même temps) ? Sachant que les relations Etat-citoyens restent fondées encore largement nous disent Mahaman Tidjani et Jean-Pierre Jacob sur **“un passé qui ne passe pas”** !

Cette formule est à reprendre, et à creuser. Elle est présentée comme le fait que la demande des populations de protection de leur intégrité physique reste identique (autrefois adressée surtout aux chefferies traditionnelles, aujourd’hui adressée aussi aux chefferies modernes). On peut l’interpréter aussi comme le fait qu’il y a des conflits entre communautés qui n’ont jamais été résolus et qui, à la faveur de crises, remontent rendant problématique l’édification de citoyennetés plus vastes.

Manque ici (à mon sens) un travail plus profond sur les “imaginaires instituants de société”¹² anciens et récents. C’est à dire l’identification de ces **concepts-symboles** qui ont construit progressivement l’identité d’une nation. Par exemple « Liberté, égalité, fraternité » ou “République et laïcité » qui a en France une portée unique au monde¹³. De même « nationalisme, panafricanisme, souveraineté » pour l’Afrique.

Ce travail sur les imaginaires “modernes” - Démocratie, “Bonne Gouvernance”, Liberté, République, Laïcité, Transparence, Genre, main invisible, libre concurrence,... est peu investi de manière critique en dépit d’une activité intense dans les réseaux et sur les plateaux. Celui sur les imaginaires “de toujours” – les religions, les mythes, les croyances fondatrices... – commence à l’être un peu plus, mais ne l’est pas encore par le Laboratoire Citoyennetés.

Il s’agit ici de montrer l’importance de considérer que la plupart de nos convictions, même issues des “lumières” (démocratie en particulier) restent des construits historiques, jamais achevés, toujours à réenvisager, de manière à s’autoriser à les adapter à l’aune des nouveaux enjeux de société.

La question pour le Laboratoire citoyennetés devient alors : Comment intégrer l’accompagnement à la construction de citoyennetés de plus en plus larges ? Quels “communs” **physiques** (institution) ou **symboliques** (idées, représentation, imaginaire) sont à remobiliser ou à inventer (pour faire communauté puis citoyenneté) dans une perspective d’articulations des échelles depuis le local jusqu’au régional, en passant bien évidemment par le national.

C.2. Des éléments de réponse à approfondir

Sur la question des changements climatiques il y a une réponse à la question de l’articulation des échelles qui est celle de se positionner en tant que « relai » voire même « traducteur » entre ce que propose les spécialistes du climat, les hydrologues, afin de favoriser l’accès à l’information pertinente – des petites aux grandes échelles et inversement - ceci dans la

¹² Cornélius Castoriadis, L’institution *imaginaire* de la *société* (Esprit). 498 pp. Paris, Le Seuil, 1975.

¹³ Le sens de la « laïcité » par exemple est peu compris et à fortiori partagé par d’autres pays, d’autres histoires-cultures.

perspective de production de connaissances complémentaires; d'ensemencement d'idées ; de déclenchement de prises de responsabilité... sur l'accompagnement des citoyennetés en construction



D. Quelques pistes en forme de conclusion

Lors des échanges ultérieurs menés lors de l'AG de ACE-RECIT il a été décidé (Antoine Raogo Sawadogo) de (1) laisser se décanter les choses et (2) d'engager un certain nombre de chantiers pour mieux penser les nouveaux enjeux.

“Les débats nous invitent à dire : ne prenons pas ici les décisions mais décançons les choses. Nous tenons le bon bout. Nous avons travaillé avec le “citoyen-électeur”. S’il joue bien son rôle d’électeur, cela doit améliorer la gouvernance. Cela peut nous prévenir de gouvernance insécurisée. A condition d’amener à des élections inclusives...

On peut aussi continuer à travailler la dimension forte qui nous a conduite : le “citoyen-usager” pouvant influencer les producteurs de services de base. Également le “citoyen-administré” : L’Etat a voulu gendarmier, le citoyen s’en est affranchi... Ensuite on peut investir la question foncière tout comme la question des effets climatiques en étant plus tactiques ou stratégiques. Attention à ne pas moraliser : ne pas juger mais comprendre !” (Antoine Raogo Sawadogo)

Ceci sachant aussi comme l’a montré le lendemain le Directeur du Laboratoire que les transformations sont déjà à l’œuvre au Laboratoire Citoyennetés :

“Moi je me sens tout à fait à l’aise car on a déjà intégré ces questions dans nos programmes. Changement climatique ou Population, notamment par rapport à la prise en charge des personnes déplacées et le renforcement des services de funérailles des victimes de la guerre.

La conférence permet de mieux créer du débat public et déplacer le Laboratoire Citoyennetés en responsabilité par rapport à ce débat public ”. (Armand Kaboré)

ANNEXE 1 : PROGRAMME

JOUR 1 : 14 Mars 2024

HORAIRES	ACTIVITÉS	RESPONSABLE
8h30-9h	Accueil et installation des participants	Comité d'organisation LC
9h-10h00	Cérémonie d'ouverture Mot de bienvenue du Président du LC	Raogo Antoine SAWADOGO
	Projection documentaire	Film « le laboratoire citoyennetés : 20 ans d'engagement »
	Allocution du Président de l'AMBF, invité d'honneur	Maurice KONATÉ (Président AMBF)
	Allocution d'un représentant des PTF	Claudio TOGNOLA (Chef de Coopération DDC/Niamey)
	Discours d'ouverture du Secrétaire exécutif du CILSS, invité d'honneur	D. Abdoulaye MOHAMADOU
10h-10h30	Photo de famille Interviews	Jonathan CONVOLDO (Maitre de cérémonie)
	Pause-café	Comité d'organisation LC

10h30-11h15	Introduction Générale aux travaux	Joséphine OUEDRAOGO/GUISSOU (Sociologue/Modératrice générale)
11h15-12h15	Panel 1 : Citoyennetés Et Gouvernance	Pr Hubert OUEDRAOGO (Modérateur) remplacé par Raogo Antoine Sawadogo
	<i>Communication 1 : « Quels enjeux de citoyenneté dans le Contexte de « gouvernance insécurisée » ?</i>	Pr. Mahaman Sanoussi TIDJANI ALOU (Expert Politologue)
	<i>Communication 2 : « La coopération transfrontalière dans un contexte de mutation socio-politique » : Expérience de Dendi Ganda ?</i>	Mahaman Salissou MAIKOLANCHE (Président du CCT/DENDI KANDA)
12h15-13h	Débat/Échange avec les participants	Modérateur
13h-14h	Pause déjeuner	Comité d'organisation
14h-15h	Panel 2 : Citoyennetés Et Changement Climatique	Marc TOTTE, « Enseignant en communication Interculturelle » (Modérateur)
	<i>Communication 1 : Quels enjeux de citoyenneté face aux changements climatiques au Sahel « 50 ans d'observatoire »</i>	Dr Abdou Ali (Hydroclimatologue sénior (AGRYMET/CILSS)
	<i>Communication 2 : « Quelle réponses du terrain face aux défis du changement climatique » : expérience de l'association Munyu de Banfora</i>	Présidente de l'association Munyu de Banfora
15h-16h	Débats/échanges avec les participants	Modérateur
16h-16h15	Synthèse des travaux Jour 1	Loïc BARBEDETTE (Sociologue) Marc TOTTÉ (Enseignant en communication Interculturelle)

JOUR 2 : 15 Mars 2024

HORAIRE	ACTIVITÉS	RESPONSABLE
8h30-9h30	Panel 3 : Citoyennetés et Population	Jean-Pierre JACOB, (Chercheur/Modérateur)
	<i>Communication 1 : « Quels enjeux de citoyenneté face à la croissance de la population au Sahel » ?</i>	Philipp HEINRIGS Sidy Guèye NIANG (Club du sahel)
	<i>Communication 2 : « Quels enjeux de citoyenneté face à la croissance de la population au Sahel ? » : Perspectives axées sur les producteurs, agriculteurs et éleveurs</i>	Loïc BARBEDETTE (Sociologue)
9h30-10h00	Débats/échanges	Modérateur
10h-10h30	Pause-café	Comité d'organisation LC
10h30-12h00	Panel 4 : L 'aide au développement en question quelles stratégies pour répondre aux défis des États du Sahel	Bernard BOUGMA (Modérateur)
	Stratégies prospectives : Dialogue société civile/Etat/PTF	Raogo Antoine SAWADOGO (Président/Laboratoire citoyennetés) Secrétariat exécutif national/ de la Politique nationale de développement (SEN/PND) Claudio TOGNOLA (chef de Coopération DDC-Niamey) Dr Poussy SAWADOGO

12h00-13h	Synthèse des travaux Jour 2	Loïc BARBEDETTE Marc TOTTÉ
	Enseignements majeurs Prospectives	Madame Joséphine GUISSOU/OUEDRAOGO (Sociologue)
	Clôture de la conférence	Raogo Antoine SAWADOGO/président du LC